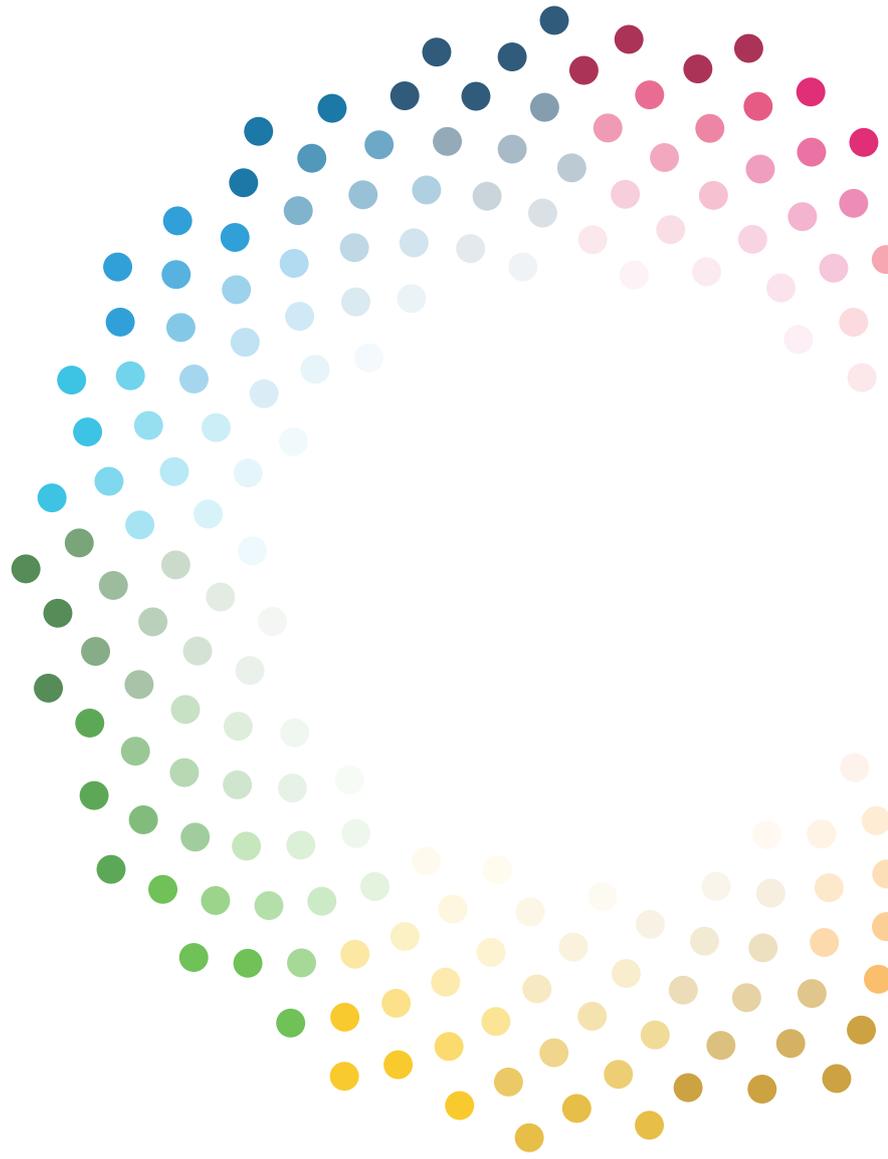




**Spotlight
Initiative**

*To eliminate violence
against women and girls*



Mali

Annual Narrative Progress Report

01 January 2019 – 31 December 2019

Initiated by the European Union and the United Nations:



<p>Programme Title & Programme Number</p> <p>Programme Title: Programme National de Prévention et Réponse aux violences faites aux femmes et aux filles au Mali</p> <p>MPTF Office Project Reference Number:² 00111641</p>	<p>Country, Locality(s), Priority Area(s)/Strategic Results¹</p> <p>Country/Region: Mali/ Afrique</p> <p>Régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le District de Bamako.</p>
<p>Recipient Organization(s)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. UNFPA 2. UN WOMEN 3. UNDP 4. UNICEF 5. UNHCR 	<p>Priority area(s)/Strategic results:</p> <p>Le programme de l'Initiative Spotlight s'aligne sur les réformes des Nations Unies et vise à contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable et particulièrement l'ODD 5. Il vise à protéger les femmes et les filles contre les violences faites aux femmes et filles (VFF), y compris les violences basées sur le genre (VBG) ainsi que les pratiques néfastes conformément aux objectifs de ladite initiative. Il est également en lien avec tous les effets des trois axes de l'UNDAF+ (2015-2019)</p>

¹ Strategic Results, as formulated in the UN Planning Framework (e.g. UNDAF) and Spotlight Country/Regional Programme Document

² The Multi-Partner Trust Fund (MPTF) Office Project Reference Number is the same number as the one on the Notification message. It is also referred to as "Project ID" on the project's factsheet page the [MPTF Office GATEWAY](#).

Programme Cost (US\$)

Total approved budget as per Spotlight Country/ Regional Programme Document: 19,444,519

Spotlight funding³: 18,000,000

Agency Contribution : 1,444,519

Spotlight Funding and Agency Contribution

by Agency:

Name of RUNOs	Spotlight Phase I (USD)	UN Agency Contributions (USD)
UNW	3,813,383	123,000
UNFPA	6,800,496	543,344
UNICEF	4,172,489	459,037
UNHCR	910,987	69,138
PNUD	2,302,646	250,000
TOTAL	18,000,000	1,444,519

TOTAL : USD 19,444,5196

Partners

- National counterparts (government, private, NGOs & others) and other international organizations. Gouvernement: Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale; Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille; Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme; Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile; Ministère de la Santé et des Affaires Sociales; Ministère de l'Education National; Ministère de la Jeunesse et des Sports; Ministère des Affaires Religieuses et du Culte; Ministère de l'Economie et des Finance ; Ministère de la Communication Chargé des Relations avec les Institutions, Ministère de l'Economie Numérique et de la Prospective (Voir liste en annexe)

- NGOs, CSOs: voir liste en annexe

- Others

Start Date

26 Julliet 2018

End Date

31 Décembre 2022

Programme Assessment/Review/ Mid-Term Evaluation

Assessment/Review

if applicable (please attach)

Yes No

Mid-Term Evaluation Report

if applicable (please attach)

Yes No

Report submitted by: Coordination Officer and Technical Coherence Officer

³ The Spotlight Contribution refers to the amount transferred to the Recipient UN Organizations, which is available on the [MPTF Office GATEWAY](#)

Liste des Accronymes et Abreviations

AN	Assemblée Nationale
CLAPN	Comités Locaux d'action pour l'Abandon des Pratiques Néfastes à la santé de la femme et de la fille
CNAPN	Comité National d'action pour l'Abandon des Pratiques Néfastes à la santé de la femme et de la fille
CRAPN	Comités Régionaux d'action pour l'Abandon des Pratiques Néfastes à la santé de la femme et de la fille
CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme
CNDIFEF	Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme, l'Enfant et la Famille
CREDD	Cadre stratégique pour la Relance Economique et de Développement Durable
DNP	Direction Nationale de la Population
DUE	Délégation de l'Union Européenne
EDS	Enquête Démographique et de Santé
GBVIMS	Gender-Based Violence Information Management System
GRN/SC Mali	Groupe de référence national de la société civile du Mali
INSTAT	Institut National de la Statistique
MICS	Enquête à indicateurs multiples
MAECI	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
MATP	Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population
MGF	Mutilation génitale féminine
MOU	Mémorandum of Under standing
MPFEF	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
ODD	Objectif du Développement Durable
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU FEMMES	Entité des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes
OSC	Organisation de la société civile
OSC/F	Organisations de la société civile féminines
PDSEC	Plans de Développement Economique, Social et Culturel
PN	Pratiques néfastes
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNVBG	Programme National- Violences Basées sur le Genre
PTF	Partenaires techniques et financiers
UNFPA	Agence des Nations Unies pour la Population

UNHCR	Agence des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	Agence des Nations Unies pour l'Enfance
S&E	Suivi et évaluation
SNU	Système des Nations Unies
SR	Santé de reproduction
CR	Coordonnatrice Résidente
RCO	Bureau du Coordonnateur Résident
UE	Union Européenne
VBG	Violences basées sur le genre
VFF	Violences aux femmes et filles
VFFF	Violences faites aux femmes et filles



Résumé Exécutif

Une initiative de l'Union Européenne (UE) et des Nations Unies, le Programme Spotlight met en œuvre un nouveau type de partenariat conjoint qui vise à aboutir à une contribution réelle dans la lutte contre les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes. En unissant leurs moyens et leur expertise, ces deux organisations internationales ont ainsi pu bâtir des synergies et lancer un mouvement en faveur d'une élimination des violences faites aux femmes et aux filles, au Mali. Mis en œuvre par cinq Agences des Nations Unies au Mali, le programme Spotlight propose une nouvelle vision de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles - cela à travers six piliers d'intervention, portant aussi bien sur les aspects politiques/institutionnels, la prévention/normes sociales, l'offre de service ainsi que la vulgarisation des connaissances/données sur les Violences Basées sur le Genre (VBG), les acteurs ont œuvré en 2019 afin de démarrer effectivement ledit programme.

Il convient de rappeler que, malgré l'approbation du Programme en Décembre 2018, les premiers mois de 2019 ont été mobilisés par une discussion prolongée entre le tripartite (UE/GOUV/UN). L'objectif de cette discussion était surtout de trouver un terrain d'entente entre le gouvernement et les autres parties prenantes, puisque la contrepartie nationale souhaitait une atténuation de certaines terminologies du document de projet. Ce dialogue fructueux et consensuel a abouti à une révision de certains aspects du Document de Programme afin de mieux refléter le contexte national et les besoins de la contrepartie nationale. Il a aussi permis la création d'une coalition solide, mobilisée pour l'élimination des violences basées sur le genre et de promouvoir les droits à la santé sexuelle et reproductive.

Dans le cadre de cette discussion, il faut noter que la société civile par le canal du groupe de référence a joué un rôle stratégique de plaidoyer et de lobbying. En tant que principal partenaire stratégique, technique et financier, l'Union Européenne s'est particulièrement impliquée dans ces négociations, jouant un rôle clé pour la validation des révisions apportées et dans les efforts de plaidoyer vis-à-vis des différentes institutions nationales. Représentée dans tous les organes de coordination du programme, la Délégation de l'Union Européenne (DUE) a fourni des orientations permanentes à l'équipe de mise en œuvre du programme.

Dans l'esprit de la réforme des Nations Unies, les cinq agences impliquées proposent une nouvelle manière de travailler en coordination de manière plus efficace et innovante. Ainsi, de manière coordonnée, le PNUD, l'UNFPA,

ONUSFEMMES, UNICEF et UNHCR, ont posé les jalons pour un changement durable à tous les niveaux de la lutte contre les VBG et les pratiques néfastes. Sous la direction de la Coordonnatrice Résidente (CR) du Système des Nations Unies au Mali, de nombreuses initiatives ont été menées dans le sens de l'efficience et de l'efficacité dans l'atteinte des résultats.

Ainsi donc cela se traduit par la synergie d'harmonisation des procédures de sélection des partenaires de mise en œuvre, de mécanisme de suivi et d'évaluation, du système de rapportage, des rencontres interagences, et la localisation de toute l'équipe technique au sein de la Maison Commune des Nations Unies.

En ce qui concerne les réalisations d'ordre programmatique, l'année 2019 a enregistré des débuts de résultats encourageants. Dans le domaine **législatif et des politiques publiques**, dont l'objectif principal visé est la création d'un environnement légal favorisant la lutte contre les VBG, les résultats sont prometteurs. Une analyse détaillée du cadre législatif concernant les VBG, les pratiques néfastes et plus particulièrement des dispositions législatives en matière de santé de la reproduction a été réalisée par les acteurs de l'Initiative Spotlight. Cette analyse a informé la mise en place d'un calendrier de renforcement de capacités, établi avec les parlementaires du Mali. Cette analyse des lacunes et des éléments contradictoires du cadre législatif existant doit également guider les parties prenantes tout au long du Programme. De plus, la Quasi-totalité des commissaires siégeant dans la commission Nationale des droits de l'Homme, dispose aujourd'hui de connaissances avancées sur les questions de VBG et de pratiques néfastes. Ceci permet déjà à cette commission d'influer considérablement sur l'adoption des textes, lois et projet de loi en cours et future. Plusieurs campagnes d'information de vulgarisation ont été entreprises dans les zones d'intervention du programme Spotlight afin de sensibiliser les communautés. Les communautés sillonnées dans le cadre de cette sensibilisation sont les 6 communes du district de Bamako et la commune Urbaine de Ségou. Ces efforts constituent une étape clé pour l'information des communautés, le changement de mentalités et la mobilisation des pouvoirs publics.

En ce qui concerne les **transformations institutionnelles** et la prise en compte des VBG dans les politiques, une évaluation nationale a été conduite par le programme Spotlight qui a permis de mettre en exergue la non prise en compte de la prévention des VBG dans les Plans, notamment les programmes de développement économique social et culturel (PDSEC) des communes d'intervention de Spotlight Initiative. Cet exercice a permis une prise de conscience des autorités communales sur les insuffisances des différents plans aux regards des femmes et des filles. Cette analyse sera aussi centrale dans la

définition des actions du Programme Spotlight concernant le renforcement des Institutions et des capacités des fonctionnaires nationaux et locaux.

S'agissant de la prévention à travers la **promotion de normes et valeurs sociales positives**, on peut évoquer plusieurs réalisations en lien avec les communautés à la base : 254 communautés des 5 régions ont ainsi été mobilisées pour la lutte contre les VBG. En particulier, à travers le théâtre forum, 483.658 personnes⁴ (dont 393.639 femmes) dans 405 villages/quartiers des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et du District de Bamako ont été sensibilisés sur la persistance et les graves conséquences du mariage d'enfant et les MGF. Les media sociaux et la presse en ligne ont permis de sensibiliser 852.851 personnes, dont 301.097 hommes, et 253 932 femmes, 172.572 adolescents et 125.250 adolescentes. On retient aussi la création de 200 clubs pour engager les hommes/garçons qui contribueront à faire évoluer les normes du genre dans la lutte contre les VBG (club 'Men Engagé') dans les 4 régions, avec l'objectif de les sensibiliser sur les VBG et les pratiques néfastes et déclencher leur engagement dans le processus de changement.

Par rapport au pilier 4 portant sur l'**offre de service aux victimes** de VBG, le programme Spotlight a fait plusieurs réalisations dont les plus importantes sont les suivantes : Les acteurs de prise en charge disposent de nouvelles compétences (les agents de santé, les agents d'appui Psychosocial, la police,) pour la prise en charge des victimes. Le Programme a également contribué au développement d'un protocole de prise en charge des victimes de VBG et d'un manuel de formation des acteurs. Ce protocole comble une lacune importante en permettant de guider l'ensemble des acteurs impliqués de manière plus coordonnée et contribuera à augmenter la qualité des services fournis en limitant la re-victimisation des survivantes. Trois unités de prise en charge sont également en cours de mise en place avec une offre de services plus complète/holistique (Psychosocial/médicale/judiciaire) : le Programme Spotlight a pu réaliser l'étude d'impact et lancer des consultations, qui ont permis la planification et le lancement des travaux pour les unités holistiques de Ségou, Kangaba et Ségou, qui sont en voie de finalisation.

Enfin, à la croisée des piliers 3 et 4, 305 mécanismes d'alerte sur les cas de violences à l'égard des femmes et des filles ont été mis en place. En dotant 305 communautés de mécanisme d'alerte, le programme a permis de mobiliser les acteurs clés au niveau communautaire pour non seulement les sensibiliser sur les conséquences des violences et leur rôle, mais aussi de coordonner le système d'orientation des survivantes.

⁴ Bénéficiaires directs

En ce qui concerne l'objectif relatif à la **production de données statistiques** sur les VBG, le programme Spotlight et les acteurs en charge de la mise en œuvre se sont concentrés sur l'analyse des lacunes existante et sur la consultation des acteurs clés. Le Programme Spotlight a travaillé main dans la main avec le Gouvernement et particulièrement les unités chargées de la statistique des différents secteurs concernés. Des consultations ont été aussi organisées avec la société civile pour identifier les meilleures approches à suivre. Ces analyses et consultations ont permis la signature d'un accord de partenariat avec la structure chargée de production de données au Mali : cet accord planifie les activités de renforcement des capacités des structures du Système Statistique National qui sera mis en œuvre à partir de 2020 avec pour objectif de renforcer la capacité de collecte, d'analyse et de dissémination des données relatives aux VBG et les pratiques néfastes.

Enfin, la vision portant sur le **renforcement des capacités des mouvements féministes** a été un important progrès au titre de l'année 2019 : Afin de mieux cerner les lacunes des mouvements de défense des droits des femmes, le programme a conduit une évaluation qui a permis aujourd'hui de mieux concevoir l'assistance à ces organisations. Le Programme a également établi le Groupe de Référence de la Société Civile et travaillé de manière intense avec ses membres pour construire les structures de collaboration en termes de Gouvernance, d'information et d'échange de connaissances techniques, ainsi que de suivi des activités du Programme.

Cependant, il convient de signaler que de nombreux défis persistent surtout sur l'adhésion de certaines communautés à l'esprit du projet. Avec la crise multidimensionnelle au Mali depuis 2012, caractérisée par un environnement globalement défavorable aux interventions dans plusieurs de localités du pays, les conflits intercommunautaires, l'insécurité dû à l'augmentation du banditisme, le départ de l'administration dans certaines localités, la fermeture des infrastructures sociaux de base, l'enlèvement du personnel des ONG et de la logistique, la psychose générale de la population en contact avec les étrangers, l'exacerbation de courants conservateurs religieux et l'augmentation des VBG entre autres, sont autant de facteurs qui pèsent sur la mise en œuvre des programmes en général et en particulier les programmes de changement de normes sociales. Egalement, en ce qui concerne les institutions nationales, des besoins se font sentir au niveau des capacités spécifiquement dédiées aux questions de VBG et surtout des services liés. A titre d'exemple, au niveau de la santé, des travailleurs sociaux ainsi que, la justice, les VBG sont une dimension nouvelle qui n'avait pas été associée à la formation initiale du cursus des prestataires. Un autre défi majeur qui mérite d'être signalé est que malgré la signature du MOU entre le Ministère

de la Promotion de la Femme, l'Enfant et de la Famille (MPFEF) et certains départements, il apparaît que la répartition des fonctions de coordination et de mise en œuvre sectorielle ne sont toujours pas connues de tous.

Contexte et résumé des activités

Le contexte de mise en œuvre du programme Spotlight pour l'année 2019 a été marqué par un certain nombre de faits majeurs qu'il convient de signaler.

En premier lieu, nous pouvons signaler les observations du gouvernement sur certains aspects du document de programme. En fait, une longue tractation entre le gouvernement et les agences a induit un retard dans le démarrage effectif du programme. Cette discussion portait entre autres sur l'existence de terminologies, telles que l'éducation sexuelle complète, dans le document de programme, que le gouvernement a jugé nécessaire de ne pas aborder, compte tenu de leur caractère sensible. L'équipe Spotlight, en collaboration avec la Délégation de l'Union Européenne, a donc passé une bonne partie de l'année à échanger avec différentes autorités du Gouvernement pour les convaincre de maintenir l'intégrité du document de programme, tout en les mobilisant pour assurer leur participation et leur leadership. Si ce processus a eu comme conséquences certains retards dans la mise en œuvre immédiate des activités du programme, il a eu un effet positif, permettant un exposé détaillé des principes et objectifs de l'Initiative à de nombreux interlocuteurs, un plaidoyer au plus haut niveau de l'Etat, créant des bases solides de collaboration. L'intensification de la mise en œuvre dans les derniers mois de l'année atteste de ce solide partenariat entre le Gouvernement, les Nations Unies, la Société Civile et l'Union Européenne.

Un autre aspect important devant être évoqué, est la fin du mandat des parlementaires. L'année 2019 constituait la dernière année de mandat des élus. Cela implique donc une mobilité énorme des parlementaires engagés fortement dans les préparatifs de la nouvelle législature. Le Programme s'est donc attaché à multiplier les initiatives visant le parlement non seulement avec les députés sortants mais aussi avec les nouveaux entrants. Dans le même ordre d'idée, le remaniement ministériel survenu en Mai 2019, a temporairement créé une suspension du processus de partenariat enclenchée par le programme avec les ministères clés tel que le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF). Le Programme s'est attaché

à effectuer un briefing complet de la nouvelle équipe et des preneurs de décisions dans les Ministère clés pour assurer la continuité et le maintien de l'engagement de la contrepartie nationale.

Au Mali, l'acceptation des inégalités de genre se reflète dans l'attitude et les pratiques des femmes et des hommes à ce sujet. Toutes tentatives de changement des mentalités se heurtent à des pressions sociales et les acteurs qui se mobilisent sont confrontés à la peur des représailles, de la stigmatisation. Il existe un fort tabou lié à la sexualité et sur les droits de la santé sexuelle et de la reproduction, renforcé par la mobilisation active de quelques leaders religieux et personnes influentes. L'année 2019 a été marquée par un regain d'énergie des activistes s'opposant à la question de l'enseignement de l'éducation sexuelle en milieu scolaire. Cette tension contre le gouvernement et les partenaires au développement, qui sont taxés de promouvoir des changements non compatibles avec la société malienne, n'est pas restée sans effet sur les thématiques collatérales telles que les VBG et les pratiques néfastes.

Les opérations militaires et l'accord de paix visaient à éliminer la présence de groupes islamistes armés sur le territoire, à désarmer des milliers de combattants et à rétablir le contrôle de l'État malien sur le nord du pays. Mais les affrontements entre divers groupes armés continuent de produire de l'insécurité au nord et, de plus en plus, dans le centre du Mali. L'insécurité continue de considérablement affecter les soins de santé de base, l'éducation et toute forme d'aide apportée par les acteurs du développement. Les Nations Unies et leurs partenaires sont la cible d'attaques et doivent ajuster leurs interventions en fonction de l'évolution de la situation. Il convient de signaler que la relative accalmie dont jouissait la région de Kayes a été interrompue par un certain nombre d'attaques terroristes dans cette région, qui demeure une région phare du programme Spotlight Initiative dans la lutte contre les VBG et les pratiques néfastes contre les femmes et les filles.

En ce qui concerne la production de données, il faut noter que la disponibilité de données l'enquête démographique et de Santé du Mali (EDSM) 2018 a été une grande opportunité pour le programme Spotlight Initiative. En effet les données de la récente EDSM VI ont permis d'évaluer le niveau de l'ampleur des VBG, qui a permis au programme et aux agences d'ajuster leur stratégie et ambition (Baseline et Target). Cependant, pour ce qui est du partenariat avec l'INSTAT, le démarrage des activités préliminaires du Recensement général de la population (phase cartographie), a créé un léger chevauchement dans le calendrier de mise en œuvre du Plan de travail annuel.

Enfin, pour insister sur un aspect positif, les efforts mise en œuvre concernant la coordination et la collaboration entre les Agences des Nations Unies dans le cadre de la réforme du Système, ainsi que la cohabitation des agences dans la maison commune des Nations Unies, ont eu un effet très positif et progressif sur la capacité des agences de mise en œuvre à collaborer. Cette proximité des agences a contribué énormément à la coordination du programme. Il est attendu que cette expérience de la première année de mise en œuvre permettra de simplifier et de renforcer la capacité de coordination des agences à partir de 2020. Malgré ses soubresauts, la mise en œuvre du programme a été ajustée en fonction de ces nouvelles situations. Ainsi, la planification de 2020 intègre davantage l'élément de mitigation afin de remédier aux défis rencontrés.

Partenariats sur le programme

Le partenariat constitue une condition sine qua none pour une mise en œuvre de qualité. Le système de Nations Unies ainsi que l'ensemble des partenaires de développement à travers leurs différentes activités s'attachent à appuyer en priorité la partie nationale. Le programme Initiative Spotlight ne déroge pas à cette règle et plusieurs partenariats ont été établis durant l'année 2019. Ces partenariats sont conclus entre les agences des Nations Unies, les organisations de la Société civile, le secteur privé, et les services centraux/déconcentrés de l'Etat. D'autres partenariats avec les partenaires du développement, ainsi qu'avec des partenaires non-traditionnels ont également formé la clé de voute des réalisations de 2019.

Partenariat avec les structures gouvernementales

Le gouvernement est évidemment un partenaire clé dans la mise en œuvre du programme Initiative Spotlight. En effet, il faut préciser que quel que soit le pilier, l'implication du gouvernement à travers ces structures centrales et déconcentrées reste primordiale. Ainsi les agences d'exécution ont impliqué toutes les structures étatiques.

PARTENARIAT	OBJECTIF RECHERCHE
Le ministère de la promotion des femmes de l'enfant et de la famille (MPFEF)	Ce ministère a la mission principale de la question de genre et de VBG au sein du gouvernement.
Les Directions Régionales de la promotion de la femme, et de l'Enfance	Elles mettront en œuvre au niveau régional les activités du programme portant surtout le cadre politique/institutionnel ainsi que les activités de plaidoyer, et mobilisation sociale etc.
La Direction nationale de la population	Les OSC sont présentes au niveau local et central.
L'INSTAT (Institut National de la Statistique)	Ce partenariat vise à renforcer les acteurs du système statistique dans la production des statistiques sur le genre.
Le Ministère de la Justice et Droits de l'Homme / ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	Notamment pour la prise en charge juridique et les questions de normes et réglementations. Par ailleurs, ce département porte une part importante de la responsabilité dans la conception du cadre juridique y compris pour l'adoption de la loi contre les VBG.

Un partenariat solide et durable est établi avec le MPFEF et les autres ministères clés autour des aspects institutionnels et informationnels de la lutte contre les VBG

En lien avec l'objectif de changement institutionnel et d'information de masse sur les VBG, le programme a noué un partenariat avec le MPFEF. Ainsi, à travers un Plan de travail Annuel courant toute l'année, ledit ministère en partenariat avec les autres ministères mènera des activités pour l'atteinte des objectifs du programme Initiative Spotlight.

Partenariat avec l'Institut National de la Statistique pour le renforcement des capacités des Structures publiques, dans la collecte et la production de données sur les VBG.

Le partenariat avec l'INSTAT dans le cadre du programme Initiative Spotlight permet déjà de générer plusieurs niveaux de résultats relatifs au renforcement de capacité des acteurs nationaux, mais également la conduite d'études sur les thématiques relatives au VBG :

- Le Renforcement de capacité des structures du système Statistique

pour la collecte et la production de statistique sur les VBG ;

- La conduite d'études thématiques sur les VBG ;
- Large diffusion des données produites sur les VBG.

La disponibilité et la diffusion des données sur les VBG est un aspect important pour le plaidoyer et la lutte contre les violences et les pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles. Le programme Spotlight ciblant particulièrement cet objectif, a inscrit dans le pilier 5 un objectif relatif à la diffusion d'information. Afin de réaliser cette ambition, le programme a développé un partenariat avec la Direction Nationale de la population pour la production et la diffusion de connaissance sur VBG.

Partenariat avec la Direction Nationale de la Population (DNP) pour la production de documents de recherche/Bulletin d'informations sur les VBG

Le partenariat avec la DNP permettra de couvrir le besoin de diffusion de connaissance sur les VBG au Mali. Ainsi des activités de recherche/étude et de production de bulletin sont attendues dans le cadre dudit partenariat.

Nb: Le partenariat avec les structures de l'Etat constitue en lui-même un facteur de durabilité, en ce sens qu'il pourra sur moyen et long terme l'engager définitivement dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles

Partenariat avec la Délégation de l'Union Européenne

Le partenariat avec la délégation de l'Union Européenne (DUE) a été très dynamique durant toute l'année. En effet, sous le leadership de la Coordinatrice Résidente (CR), un cadre de collaboration inclusif et participatif entre la DUE et le Système des Nations Unies a été mis en place pour une meilleure réussite de la mise en œuvre du programme au Mali. Depuis l'élaboration de la note conceptuelle, en passant par la rédaction du document de programme et du plan de travail annuel, les contributions de la DUE, du point de vue de la cohérence technique ont toujours été appréciées. Cette contribution a été fort appréciée aussi bien au niveau du positionnement politique du document (Comité National de Pilotage) qu'au niveau technique (Comité Technique de Coordination (CTC)).

Tout au long de la première année de mise en œuvre, la Délégation de l'Union Européenne a poussé les Nations Unies à interroger les méthodes de travail, les approches stratégiques et les mécanismes de coordination pour faire de

l'Initiative Spotlight un Programme véritablement innovant et transformateur. La DUE a ainsi poussé à la formulation de propositions pour l'amélioration des initiatives prises par toutes les parties prenantes du programme et a permis une remise en cause de nombreux aspects du programme pour un fonctionnement plus efficace et plus performant. Elle a également participé à la sélection des partenaires d'implémentation en qualité d'observateur et permis une révision des méthodes de sélection qui reflète une approche plus transparente et efficace.

Pour conclure, la DUE, en tant que partenaire technique et financier, joue un rôle primordial à tous les niveaux et ses contributions et observations ont toujours été prises en compte.

Gouvernance

Un Comité de pilotage a été établi pour guider et superviser la mise en œuvre du programme national de l'Initiative Spotlight. Le Comité de pilotage a tenu des réunions semestrielles afin de veiller à l'alignement du Programme conformément aux priorités politiques, stratégiques et programmatiques nationales, au cadre de programmation stratégique des Nations Unies (UNDAF+) et aux priorités de l'Union Européenne et aussi d'assurer une communication et une coordination adéquates sur l'Initiative Spotlight au niveau national en relation avec le niveau régional et international.

La Coordinatrice Résidente (RC) co-préside avec le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale le Comité de Pilotage, organe suprême d'orientation stratégique de l'Initiative. Les membres sont le Représentant de la DUE; le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille; le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux; le Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique; le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile; le Ministre de l'Éducation Nationale; le Ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction Citoyenne; le Ministre de la Solidarité et de l'Action Humanitaire; le Ministre des Affaires Religieuses et du Culte; le Ministre de l'Économie et des Finances; le Ministre de la Communication et de l'Économie Numérique; le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation; le Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire ; les Représentant.es de l'UNFPA, l'ONUFEMMES, l'UNICEF, l'UNHCR; le Directeur Pays du PNUD et les Représentant.es du Groupe de Référence National de la Société Civile (GRN/SC) nommés par le groupe lui-même.

Partenariat avec les Organisations de la société civile (OSC)

Le partenariat avec les OSC/ONG constitue une démarche stratégique pour le programme Spotlight en général et en particulier pour les agences. En effet, ces OSC/ONG sont les acteurs les mieux indiqués pour mobiliser les communautés sur les normes sociales et du genre et porter certaines questions de plaidoyer tant aux niveaux communautaires que national. Au niveau local le partenariat se fonde sur leurs connaissances des communautés, et les localités. Les activités portant entre autres sur l'information, la sensibilisation, l'offre de service et la mise en place de mécanisme. Quant au niveau national, elles ont renforcé le plaidoyer auprès des décideurs. En plus de tous leurs avantages, toutefois, elles devront être renforcées afin qu'elles puissent jouer pleinement les rôles qui sont les leurs.

Le Groupe de Référence National de la Société Civile (GRN/SC Mali) remplit une double fonction en qualité de conseiller de l'Initiative Spotlight d'une part, et d'autre part de partenaire dans la réalisation du Programme. Dans le cadre de ses activités en 2019, et en plus de son rôle dans le Comité de Pilotage, le groupe a fourni des conseils sur les questions d'actualité liées à l'élimination des VFF, y compris les VBG et pratiques néfastes, au niveau du pays, ainsi que sur l'orientation stratégique de l'Initiative Spotlight et les questions de politique pertinentes au niveau du Mali. Il a aussi servi de partenaires dans les activités de plaidoyer et de communication, y compris la diffusion des messages de l'Initiative Spotlight au public, en particulier les jeunes et les médias, fourni des conseils sur les interventions en cours, les possibilités de reproduction à plus grande échelle et la résolution des problèmes. Enfin il continue de servir d'espace interactif et de forum ouvert de dialogue / d'apprentissage entre l'Initiative Spotlight et les organisations de défense des droits des femmes œuvrant dans le domaine de la lutte contre la VFF, y compris les VBG et pratiques néfastes. Les efforts déployés par le groupe de référence ont été particulièrement perceptibles, lorsqu'une réserve a été émise par le gouvernement sur l'acceptabilité de certains aspects du programme auprès de la population. Le groupe de référence a joué un rôle important en matière de plaidoyer auprès des autorités nationales.

Partenariat avec des partenaires non-traditionnels (jeunes, secteur privé, organisations religieuses)

Les adolescents et jeunes sont le futur du pays et sont au cœur des changements durables. En fait, ce sont les filles et les garçons qui comprennent leurs défis en termes des barrières liées au genre et normes sociales. L'objectif

que revêt le partenariat avec les organisations de jeunes, c'est d'abord de s'assurer de toucher une franche importante de la population et de pérenniser toutes les initiatives visant un changement durable au sein des communautés. En ce qui concerne le contenu des partenariats, il porte essentiellement sur la communication avec les pairs. Ainsi, le programme a engagé des groupes de jeunes afin de mettre en place dans 200 écoles des cadres de communication/sensibilisation avec les pairs appelés «Académie Men engage».

Le secteur privé constitue également un partenaire privilégié dans le cadre de la mise en œuvre du programme. Ce partenariat programme Spotlight/Secteur privé se fonde autour des points ci-dessous:

- L'élaboration des messages et supports de Communication ;
- L'engagement dans la communication de masse (Radios communautaires/rurales pour la sensibilisation);
- La collaboration avec les bureaux d'études et consultant indépendant.

Enfin, les organisations faitières religieuses sont membres du conseil national de la société civile du Mali qui à travers ses représentants travaillent dans le cadre de la mise en œuvre du Programme.

Résultats

Aperçu général: Capture large des transformations

Une présentation des résultats pour l'année 2019 par piliers est indiquée ci-dessous, mais une analyse de l'Initiative dans sa globalité montre que le programme a enregistré des points de progrès assez prometteurs malgré le retard pris dans les premiers mois de l'année. Ainsi:

- **Cadre politique:** les négociations concernant le contenu du document de programme avec différentes autorités du Gouvernement ont permis de créer un consensus autour des priorités de l'Initiative et d'établir une relation de confiance avec la contrepartie nationale. Ce processus n'aura pas été du temps perdu puisqu'il a permis d'accélérer la mise en œuvre dans la deuxième partie de l'année. L'Initiative a également posé des jalons au niveau de l'assemblée nationale du Mali portant principalement sur le renforcement de capacités des élus sur les questions de VBG. Un programme de formation a été élaboré avec

les élus qui aboutira à une meilleure compréhension des VBG et par ricochet une adhésion aux textes, loi et projet de lois.

- Activités avec les communautés:** L'Initiative Spotlight ne pourra s'arguer d'une transformation de la société malienne sans un investissement prioritaire dans la mobilisation des communautés et des leaders locaux. C'est dans cette optique que le Programme met en œuvre une stratégie d'engagement communautaire transversale. Cette approche inclus entre autres : les efforts de vulgarisation des lois et politiques dans les communautés, le renforcement des capacités des fonctionnaires déconcentrés, la sensibilisation des chefs traditionnels et imams, la mobilisation des communautés au travers de la stratégie de changements des normes sociales, ou le soutien au mouvement des femmes et à la société civile. Ces activités présentées ci-dessous de manière disjointe au sein de chaque pilier ont été définies de manière conjointe entre les agences bénéficiaires des fonds du Spotlight afin d'assurer une approche cohérente de changement social au sein des communautés qui font le tissu culturel, économique et sociétal du pays. Plus précisément, les réalisations majeures ont porté sur la mise en place de mécanismes de prévention/d'alerte, de clubs d'engagement des hommes/garçons dans la lutte, ainsi que la conduite de sensibilisation des populations. Une série d'activités de sensibilisation et éducatives qui ont été organisées, entre novembre et décembre 2019, dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso et le District de Bamako ont permis de mobiliser et d'atteindre une masse critique des membres de communautés informés sur les effets néfastes des mariages d'enfants, et les mutilations génitales féminines. Cette mobilisation sociale a mis en exergue certaines croyances traditionnelles et religieuses qui favorisent ces pratiques néfastes et a stimulé des discussions au sein des communautés sur comment permettre aux femmes et filles d'atteindre leur plein épanouissement.
- Transformation institutionnelle et offre de service:** L'analyse conduite par l'équipe Spotlight et appuyée par les recommandations techniques du Groupe de référence de la Société civile identifie la faiblesse des institutions et le manque de ressources (financières, opérationnelles et humaines) comme des obstacles significatifs. Le Programme a donc adopté une stratégie d'appui aux institutions, de renforcement des capacités des fonctionnaires nationaux et des prestataires de services, ainsi que de soutien à la coordination entre les différentes institutions et acteurs impliqués. Le programme a donc effectué une analyse de capacités des institutions nationales afin de générer une meilleure

connaissance des capacités existantes et des lacunes à combler. Le Programme a aussi mis en place une structure de soutien à la définition des politiques, plans et programmes relatifs aux questions de genre, de violences et pratiques néfastes auxquelles les femmes et les jeunes filles font face. Le Programme ne s'est cependant pas seulement mobilisé sur les Institutions au niveau national. L'Initiative a aussi travaillé en priorité sur les structures déconcentrées et les collectivités territoriales, prenant connaissance des insuffisances des Plans/PDSEC/Programme eu égard à la prise en compte de la lutte contre les VBG et les pratiques néfastes. Enfin, plus concrètement, il a été mis en place 3 unités de prise en charge sur les 10 prévues sur le programme. Des activités de renforcement de capacités de l'ensemble des acteurs impliqués dans la prise en charge et l'élaboration de protocole de prise en charge des victimes ont été menées. Toujours pour le renforcement de capacités, un manuel de formation des acteurs a été développé par le programme. Il devait permettre de standardiser l'offre d'assistance aux survivantes de VBG et des pratiques néfastes.

- Production de données statistiques:** L'analyse conduite par l'équipe Spotlight en prévision des activités de 2019 est claire : la couverture nationale des mécanismes de collecte de l'information sur les VFF, y compris les VBG et pratiques néfastes, au Mali est très faible. Les seules sources au niveau national restent les EDS et MICS. Les quelques données disponibles au niveau national sont thématiques, éparpillées dans plusieurs institutions et collectées de façon périodique. Cette situation crée des dysfonctionnements importants en termes de prise de décision mais aussi de suivi des politiques publiques. La question des données reste donc un élément transversal du programme, puisque les activités de chaque pilier doivent être informées, guidées et soutenues par des données statistiques de qualité. En ce sens, l'année 2019 a été marquée par l'établissement de partenariats clés entre le programme Spotlight Initiative et l'Institut national de la Statistique. Ce partenariat devra permettre le renforcement durable des capacités des acteurs du système statistique national, sur la production des données liées au VBG et pratiques néfastes. Dans cette même logique de disponibilité de données et leur connaissance, la Direction Nationale de la population est engagée dans le programme avec pour mission principale la production et diffusion de connaissance sur les VBG.
- Partenariat avec les institutions de défense des droits humains:** Un partenariat fructueux a été noué avec ses structures afin de soutenir

les réformes nécessaires afin d'adopter de nouvelles lois, normes et réglementations contre les VBG. Des actions de plaidoyer sont attendues de leur part.

- **Rencontres inter-agences:** Il faut noter que dans l'esprit de la réforme des Nations Unies, l'équipe du Mali peut évoquer un niveau de coordination assez important qui s'est concrétisé par des séries de rencontres inter-agences qui ont permis de s'accorder sur l'harmonisation des procédures de la sélection des IP, mécanismes de suivi et évaluation, système de rapportage, plan de communication et sur la pérennisation des relations avec le gouvernement et les partenaires de mise en œuvre.

Contributions à l'atteinte des Objectifs du Développement Durable:

Le Programme Spotlight constitue un des leviers fondamentaux pour la mobilisation du potentiel productif nécessaire à l'accélération de l'atteinte des tous les ODD. Au-delà de l'ODD 5 (« Parvenir à l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles »), la réussite du présent programme doit avoir des impacts sur d'autres résultats comme l'ODD 1 (réduction de la pauvreté) et l'ODD 2 (sécurité alimentaire) que le programme n'est pour le moment pas en mesure d'évaluer. Cependant, certaines informations anecdotiques tendent à démontrer un effet immédiat des dispositions prises dans le cadre du présent programme sur l'ODD 3, notamment concernant un meilleur accès aux services de santé pour les femmes, ou sur les ODD 4 et 8 avec la prévention des mariages d'enfant et des grossesses précoces qui contribuent à un taux de scolarisation augmenté des filles. Plus généralement, la promotion des droits des femmes et des filles ainsi que l'élimination des VFF contribuent à la croissance économique du fait qu'elles ont davantage accès aux ressources, à l'éducation et à des meilleurs emplois (ODD 8). Le programme permet de renforcer les capacités des institutions en rapport avec l'ODD 16 et également, pour les zones d'interventions au milieu urbain, à l'ODD 11 (environnement plus sûr à travers l'élimination des VFF, et un accès amélioré aux services de base). Le programme s'inscrit entièrement dans le renforcement du partenariat mondial pour le développement (ODD 17). Enfin, le focus sur la prise en compte des besoins des groupes marginalisés, exposés à de multiples formes de discrimination croisée est en lien direct avec l'atteinte de l'ODD 10 qui vise à réduire les inégalités. Ce programme est également en synergie avec l'Agenda 2063 de l'Union Africaine qui dit ceci: « En 2063, toutes les pratiques sociales néfastes (notamment les mutilations génitales féminines et le mariage d'enfants) auront pris fin et les obstacles à la santé et à une éducation de qualité pour les femmes et les filles auront été éliminés. »

Identification des changements au niveau des piliers

Après une présentation transversale des résultats en établissant une interrelation entre les différentes réalisations, sans distinction de piliers, la section ci-dessous présente une analyse des résultats obtenus à travers les 6 piliers.

Outcome 1: Cadre législatif et politique

Une analyse approfondie du cadre législatif et politique a permis de constater les insuffisances des lois et politiques existantes, parfois de leur incohérence et souvent de leur inapplication. Le Programme a notamment constaté l'attitude dissuasive des acteurs assujettis à des obligations, ou des communautés (chefs de famille, arbitres des conflits matrimoniaux exclusivement masculins, encadreurs scolaires ou professionnels). S'agissant de la transformation au niveau du cadre législatif et des politiques publiques, qui vise à les rendre plus sensibles aux questions de VBG, les réalisations majeures au cours de l'année 2019 sont les suivantes :

La Quasi-totalité des commissaires siégeant dans la commission Nationale des droits de l'Homme, dispose aujourd'hui de connaissances avancée sur les questions de VBG et de pratiques néfastes: Le renforcement des capacités des institutions notamment la commission nationale des droits de l'homme, permet déjà d'influer considérablement sur l'adoption des textes, lois et projet de loi en cours et future (comme le montre l'image ci-dessous, des sessions de renforcement de capacités ont été organisées afin de créer le déclencheur sur leur perception des questions de Genre). Ainsi, 28 (9 femmes et 19 hommes) Assistants parlementaires de l'Assemblée Nationale et 17 (7 femmes et 10 hommes) commissaires et assistants de la commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) ont amélioré leurs connaissances sur les questions de genre et de violences basées sur le genre. Cet exercice de sensibilisation et de renforcement des capacités s'appuie sur une analyse détaillée du cadre législatif concernant les VBG, les pratiques néfastes et les dispositions législatives en matière de santé de la reproduction, réalisée par les acteurs de l'Initiative Spotlight. Cette analyse des lacunes et des éléments contradictoires du cadre législatif existant doit également guider les parties prenantes tout au long du Programme. Enfin, la Commission a désormais inclus les questions de prévention et réponse aux violences faites comme priorités dans le cadre de ses activités d'appui et de plaidoyer vis-à-vis du Président, du Premier Ministre et du Parlement.

«Le Président de la commission Femmes, Emploi, Jeunesse et Enfant, quant à lui, a déclaré « Au nom du Président de l'Assemblée Nationale du Mali, nous confirmons notre disponibilité à accompagner toute initiative visant à promouvoir un environnement protecteur pour tous les hommes et toutes les femmes de ce pays. Les dispositions sont en cours, en collaboration avec le Gouvernement pour statuer sur la loi relative aux violences basées sur le genre»

l'honorable Moussa Diarra

Une meilleure compréhension des droits et devoirs de chacun, au niveau communautaire, grâce à la vulgarisation des lois et textes à l'encontre des VBG à travers les caravanes: La méconnaissance des dispositions légales de prévention et de lutte contre les VBG explique en partie des actes de violence à l'égard des femmes et des filles. Alors afin de pallier cette insuffisance le programme Initiative Spotlight a initié de vastes caravanes de sensibilisation et d'information sur les textes, lois et projets de lois existant au Mali, dans le domaine des VBG et pratique néfastes. Cette initiative qui a permis à travers deux caravanes organisées à Bamako et Ségou, qui ont permis de toucher directement 24300 personnes et indirectement 1.110.011 personnes (estimation faite sur la base des émissions radiophoniques). Ces actions sont salutaires car prépare la population à revendiquer leurs droits en cas de VBG et aussi lutter pour leur alignement aux standards internationaux. L'espoir est permis car l'on constate amélioration du niveau d'engagement des décideurs qui se manifeste à travers leur niveau de collaboration, leur réceptivité, et l'acceptation du programme. A titre d'illustration, les témoignages ci-dessous.

Un Plan de travail a été élaboré et convenu avec l'assemblée Nationale pour le Renforcement des capacités des législateurs: ceci constitue un acquis majeur qui pourra aider au renforcement de capacités des élus sur la lecture des textes sur les VBG. Il faut rappeler que cette stratégie vise à baliser le terrain pour l'adhésion des élus à l'esprit des projets de loi futurs sur la lutte et la prévention des VBG. Cette initiative a ciblé aussi bien les élus que les assistants parlementaires. Certaines expériences passées de cycles de formations ont démontré les lacunes et le manque d'efficacité des activités de formation disjointes, sans analyse préalable ou sans coordination des acteurs impliqués. Le programme s'est donc attaché au préalable à mener une série de consultations avec les acteurs-clés, à analyser les compétences et lacunes existantes et à cartographier les programmes de formations prévus. Le résultat de ce travail de préparation a permis de définir le Plan de travail,

dont la mise en œuvre a déjà commencé et dont les premiers résultats sont attendus en 2020.

Outcome 2 : Renforcement des Institutions

La sensibilité au genre des institutions nationale ou locale et de leurs politiques publiques, s'apprécie à l'aune de leur capacité à planifier, budgétiser et financer la réalisation des objectifs d'égalité des sexes ou de la réduction des VBG. Comme indiqué ci-dessus, le Programme Spotlight a identifié en priorité la nécessité de soutenir les institutions au niveau national, déconcentré et décentralisé afin qu'elles puissent jouer leur rôle crucial dans la matérialisation des lois et politiques sur les droits des femmes et des filles, en particulier dans la lutte contre les VFF, y compris les VBG et pratiques néfastes, et qu'elles puissent offrir un espace conséquent pour rendre possible l'inclusion de toutes les parties prenantes y compris les groupes marginalisés, et encourager l'innovation en termes de changements souhaités et de durabilité des impacts. En 2019, cette priorité s'est matérialisée autour des résultats suivants :

Analyse à 360 degrés des lacunes institutionnelles réalisée permettant un Plan de travail cohérent et adaptés aux besoins

501 Cadres de la Primature, l'Assemblée Nationale, 11 Ministères sectoriels et 50 services déconcentrés impliqués dans l'évaluation des besoins des Institutions:

Le renforcement des capacités des institutions visant à combler le gap en matière de lutte contre les VBG au niveau des départements ministériels a été un objectif clé du programme au cours de l'année 2019. A cet effet, Onze (11) ministères sectoriels, la Primature, l'Assemblée Nationale et cinquante (50) services techniques déconcentrés ont été évalués du point de vue de leurs capacités institutionnelles et besoins en renforcement en matière de lutte contre les VBG, VFFF et la promotion de la santé reproductive. Au total, 501 cadres (112 Femmes et 389 Hommes) ont participé à l'exercice d'auto-évaluation de leurs institutions. A l'issue de cet exercice, il ressort les constats suivants : La volonté exprimée de la primature de prioriser la lutte contre les VBG, VFFF au sein de la cellule Genre en voie de création.

- Basée sur cette analyse et sur la revue d'étape menée par les agences bénéficiaires de fonds du Spotlight, Les lacunes en termes de capacités des institutions sont désormais connues :
- La faible voire inexistante implication des institutions évaluées dans la

lutte contre les VBG, VFF (à l'exception du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille- MPFEF- et ses services déconcentrés et dans une moindre mesure le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile ;

- Faiblesse générale au sein de ces institutions des connaissances et moyens (humains, techniques, financiers et logistiques) nécessaires pour s'impliquer efficacement dans la lutte contre les VBG, VFF ;
- Besoins très significatifs en matière de renforcement des capacités des acteurs- actrices dans plusieurs domaines, notamment, en termes d'une meilleure compréhension du cadre réglementaire et des concepts clés ;
- La participation des femmes à l'évaluation comme informatrices clés a été un enjeu de plus en plus marqué au fur et à mesure que l'échelon est administratif ou managérial : à l'exception du niveau national (Ministères et Assemblée Nationale) et de façon générale les institutions concernées ont été représentées par plus d'hommes que de femmes au cours de l'évaluation. Cela peut s'expliquer en grande partie par le ratio homme/femme toujours en faveur des hommes dans les structures concernées, notamment les services techniques. Au niveau des collectivités territoriales, là où la précision a été donnée du besoin d'assurer un équilibre dans le ratio femme et homme, environ 30% de femmes ont participé.

Inclusion des questions de violences faites aux femmes et aux filles dans les programmes de développement au niveau communal (39 communes touchées au total, dont 4 communes urbaines et 6 communes du district de Bamako):

Ces analyses dont le but est de faire un état des lieux en termes de capacités disponibles et des gaps à combler ont permis ainsi aux participants de se rendre compte des insuffisances de leurs institutions. Certaines autorités communales, en particulier, ont constaté que les Plan/PDSEC n'incluent pas les questions de genre et en particulier la lutte contre les violences basées sur le genre. Il apparaît évident à la lumière de la collecte des données sur le terrain, que si les besoins en renforcement se sont posés à presque toutes les institutions évaluées, ils sont nettement plus élevés aux niveaux des cercles et des communes où inversement les ressources (techniques, humains et matériels) sont les plus limitées en matière de lutte contre les VBG, VFF; paradoxalement, c'est également à ces niveaux que les responsabilités sont les plus importantes (cf. décret 2017 de transfert des compétences en matière

de promotion de la femme, de l'enfant et de la famille qui inclut la lutte contre les VFF).

En conséquence, il est important de noter que huit conseillers communaux ont pris immédiatement la décision de réviser leurs programmes de développement économique, social et culturel (PDESEC) afin de prendre en compte la lutte contre les VBG, VFF ; L'évaluation des institutions à tous les échelons administratifs qui s'est avéré judicieux car cette démarche a permis d'avoir une compréhension affinée des situations, des enjeux et besoins en renforcement différenciés selon le niveau considéré.

Une prise de conscience des autorités exécutives nationales:

Le processus d'évaluation a également permis de comprendre l'importance du rôle que peuvent jouer certaines institutions qui aujourd'hui ne sont pas nécessairement perçues comme étant en première ligne de responsabilité en matière de lutte contre les VBG, VFF. Il s'agit notamment de la Primature (pour son rôle de coordination de l'action des différents départements sectoriels) et du Ministère de l'Economie et des Finances (pour son rôle dans l'élaboration des budgets et de chapeutage du dispositif de pilotage et de suivi évaluation du CREDD et des ODD) ;

Certaines institutions comme la Primature et le Ministère de l'Economie et des Finances, qui aujourd'hui ne sont pas en première ligne de responsabilité envisagent désormais de jouer des rôles déterminants et capitaux dans la lutte contre les VBG, VFF. Le Programme y veillera à travers des consultations périodiques entre les deux ministères. Ces réunions périodiques permettront de faire un suivi et de mise à jour sur des nouveaux développements dans le cadre de lutte contre les VBG au sein de deux institutions.

Par ailleurs, suite au plaidoyer des partenaires du développement et des parties prenantes de l'Initiative Spotlight, une cellule-Genre est en voie de création au sein de la Primature. Cette cellule sera considérée comme le point d'entrée du pilier-2 et fera (cellule) en sorte que les questions relatives aux VBG, VFF soient priorisées au sein de la primature et qu'un budget conséquent est affecté (N.B: il existe actuellement 6 cellules thématiques à la primature auxquelles s'ajoutera incessamment cette cellule Genre).

En rapport avec le renforcement des mécanismes de coordination et de suivi des VBG, pratiques néfastes et à la promotion de la SR ; les acteurs et actrices de différents mécanismes existants (7 mécanismes dont la PNVGB, CNAPN, CRAPN, CLAPN, AN, la Commission de loi des finances et budgétisation sensible au genre de l'AN et le réseau des femmes parlementaires et anciennes

ministres) ont bénéficié d'une formation sur les outils de coordination et les mécanismes de suivi des VBG. Un état de la situation des interventions lié à la coordination a été fait suivi d'une réflexion critique sur les problématiques de coordination (insuffisances des évidences qualitatives et quantitatives liées aux VBG, les chevauchements des acteurs, la duplication des actions et l'inefficience de la couverture géographique). Des pistes de solution pour redynamiser ce domaine ont été proposées et ont contribué à alimenter le rapport final de la consultante affectée à cette mission. Un nombre restreint de 30 acteurs et actrices (11 Femmes et 19 Hommes) ont pris part à cette formation.

Outcome 3: Changement des Normes Sociales et prévention

Le pilier 'prévention' et « transformation des normes sociales » est centré sur des interventions clés aux/avec les institutions sociales (telles que la famille, l'école, la communauté, les médias, les autorités, etc.) pour adresser les normes sociales et de genre à la base des VFF, y compris les VBG et pratiques néfastes, et du faible accès aux droits à la SR. Le Programme travaille à différents niveaux, avec de nombreux secteurs et par l'intermédiaire de nombreux acteurs, à partir des approches « transformatrice du genre » et « de communication pour le développement », qui supposent de faire plus qu'atteindre les femmes et les filles par l'intermédiaire d'interventions ciblées. Au lieu de cela, la stratégie vise à promouvoir l'adoption des approches qui mobilisent et remettent en cause les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes et les normes de genre qui régissent les comportements dans les ménages, les communautés, les écoles et les médias souvent de manière inéquitable et discriminatoire. Toutes les activités listées ci-dessous font partie d'une stratégie cohérente, basée sur une analyse des comportements et des mentalités des individus et communautés du pays.

Les résultats au niveau communautaire sont l'une des finalités recherchées à travers le programme dans la globalité. Durant 2019, certains résultats-clés ont été obtenus au niveau en lien avec la prévention des VBG.

Le problème des VBG et mariage d'enfant est mieux cerné à travers une étude réalisée

Sur la base des résultats de l'évaluation d'un programme conjoint sur l'abandon des VBG, MGF et mariage d'enfant, les insuffisances de la stratégie Holistique national pour l'abandon des VBG sont clairement définies. Le programme profitera cette connaissance pour pallier les lacunes existantes grâce à une étude complémentaire qui sera réalisée courant 2020. Il faut noter que cette

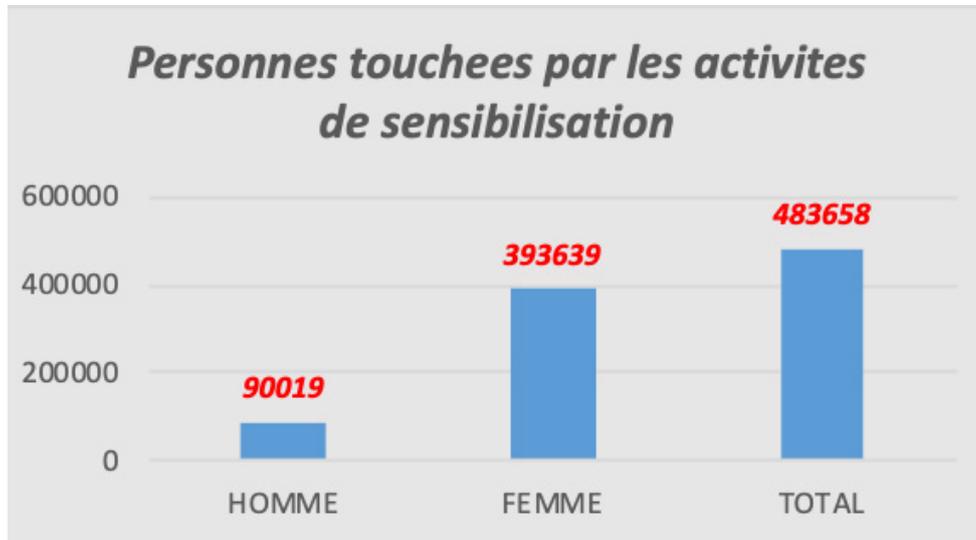
étude servira de ligne de référence pour l'indicateurs et aussi mieux guider les interventions communautaires.

Analyse des interventions déjà existantes au Mali sur la prévention des violences basée sur le genre y compris les MGF et les mariages d'enfant.

Depuis 10 ans, certaines agences mettent en œuvre en partenariat avec le gouvernement du Mali, notamment le Programme Nationale sur le VBG, et la société civile, un Programme Conjoint sur l'abandon des VBG, MFG, et mariages d'enfant. Dans le cadre du pilier 3, une analyse des résultats de la dernière évaluation du programme conjoint a été menée afin de définir une stratégie de changement des normes sociales en attendant les résultats d'une étude qui sera réalisée courant 2020. Cette analyse montre que la stratégie de changement des normes sociales du programme conjoint a contribué à (i) créer un mouvement dans le pays et des stratégies des VBG, anti-MFG, et mariages d'enfant, (ii) l'engagement des différentes parties prenantes à tous les niveaux ; (iii) augmenter le niveau des connaissances et conscience sur les VBG, MFG, et mariages d'enfant ; (iv) donner une visibilité aux 'déviants positifs' comme acteurs clés pour stimuler les changements sociaux positifs à tous les niveaux. L'analyse a également montré la nécessité de développer davantage des approches plus 'réactives' au genre, en se focalisant sur masculinité positive et sur l'engagement important des adolescentes en tant que acteurs du changement. C'est sur la base de cette analyse que les activités du pilier 3 ont été développées en attendant les résultats de l'étude, qui permettra de réviser et mieux cibler les interventions communautaires et avoir une étude de base (Baseline) sur les normes sociales qui pourront mesurer l'évolution.

Les initiatives de changement de normes sociales entreprises dans le cadre du programme Initiative Spotlight se base sur «*la stratégie holistique nationale pour mettre fin aux violences basées sur le genre au Mali*».

Des communautés mobilisées à travers des activités de sensibilisation.



La mobilisation sociale et les dialogues communautaires à travers le théâtre forum ont permis aux communautés des régions de Koulikoro, Kayes, Ségou, Sikasso et District de Bamako de mieux comprendre les effets néfastes relatifs aux mutilations génitales féminines (MGF), viols et harcèlement sexuels, mariages d'enfants, déscolarisation des filles à des fins de mariages. Ainsi, l'on note que 711 représentations de théâtre forum, basées sur la pièce théâtrale intitulée « l'agneau sacrificiel » ont eu lieu dans 405 villages/quartiers des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou. Il faut noter que le dialogue social, résultant des activités de théâtres forum, permet de briser le silence, provoquer des conversations au cours desquelles la problématique de mariage d'enfants et de MGF sont abordés sans gêne ni honte. Ces dialogues éducatifs promeuvent le retard du mariage d'enfants, la scolarisation des filles, l'abandon des MGF et autres formes de VBG.

Diffusions Radiophoniques au sein des communautés d'intervention.

Les radios Maliba FM, Energie FM, et la Radio Bamakan ont diffusé et rediffusé les représentations et déclarations relatives aux VBG. La presse en ligne autant que les réseaux sociaux, spécialement, Facebook, YouTube, M7, Mali Actu, Bamada.net, Blo Info, Issalane.com, Lumière Info, Croissance Afrique, Mali Web indiquent que 343.851 personnes (122.419 hommes, 78.932 femmes, 74 260 adolescents et 68.240 adolescentes) ont visité et lu les contenus VBG postés en ligne. Globalement, les diverses activités ont ciblé, directement et indirectement, 1.336.509 personnes dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou les Communes I et VI du District de Bamako. L'objectif assigné à ces sensibilisations est de briser les tabous autour des questions

de mariage d'enfant, et VBG, en engageant des dialogues communauté avec les leaders traditionnels, religieux et jeunes.

CATEGORIE	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Adultes	122419	78932	201351
Adolescents	74260	68240	142500
Total			343851

Engagement des hommes et des garçons.

Engagement des hommes et des garçons et le renforcement des capacités locales « Académie MenEngage » pour la promotion de l'abandon des VBG reposent sur la formation et la mise à disposition de 25 facilitateurs Men Engage à Bamako et dans les 4 régions d'intervention de l'Initiative Spotlight. Ces facilitateurs continuent de renforcer les efforts communautaires en mettant en place 200 « Clubs Men Engage » des jeunes adolescents engagés dans 200 écoles à Yelimané, Kolokani, Sikasso, Bla et le District de Bamako. Après la formation « Men Engage », sanctionnée par l'obtention de « Passeport MenEngage » permet de mieux prévenir et référencer les cas de VBG.

Outcome 4: Fourniture de service de qualité

L'outcome 4 porte sur l'offre de service de qualité aux victimes de violences basées sur le genre en général et en particulier les violences et pratiques néfastes faites aux femmes et aux filles. Pour le compte de cet objectif, plusieurs actions/résultats intermédiaires ont été réalisés pendant la période couverte par ce rapport.

Analyse des structures existantes, identification des lacunes et définition du plan de travail:

Les clusters VBG, le cadre de collecte de données sur les VBG (GBVIMS), et le MPFEF sont les structures clés qui définissent et coordonnent les réponses en matière prise en charge des VBG au Mali. Sur la base d'une série de concertation interne, les besoins, les lacunes dans la prise en charge des survivantes de VBG ont été identifiés. Le programme Spotlight a donc planifié des activités permettant de répondre valablement à ces besoins.

Les acteurs nationaux sont formés sur la Gestion et la prise en charge des Cas de VBG :

La prise en charge des cas de VBG exige un certain niveau d'expertise qu'il convient de développer et de renforcer chez l'ensemble des acteurs au Mali. Ainsi, dans la perspective de l'offre de service de qualité aux victimes de VBG, le programme Initiative Spotlight a renforcé les capacités de 250 travailleurs des structures de la justice, de la sante, du développement social œuvrant dans l'offre de service. Cette formation a permis d'offrir à chacune des catégories des prestataires de services de renforcer leurs capacités sur la gestion des cas de VBG basé sur les directives inter agence en matière de gestion des cas des survivantes de VBG ainsi que le paquet d'outils qui les accompagne, mais également sur le Système de Gestion d'information liés aux VBG (GBVIMS) afin d'assurer la collecte des données de VBG de façon sûre et éthique. Voir tableau ci-dessous:

ACTEURS	NOMBRE FORMES	BUT
Les Magistrats/ Axillaires de justice	250 personnes	Orienter les acteurs de la justice dans l'instruction/ conduite des procédures relatives aux cas de VBG
Les Agents des ONG		Appuyer les ONG dans l'offre de service aux victimes de VBG
Les Agents des services sociaux de l'Etat		Renforcer les capacités des structures techniques de l'Etat.

Les changements induits par ces renforcements pour chaque groupe ciblé sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

GROUPES CIBLES	IMPACTS ATTENDUS
Renforcement des agents de la justice	Les dossiers de viol/VBG bénéficient d'une attention particulière au sein des tribunaux ; Les dossiers de VBG/viol sont traités avec beaucoup d'expertise et connaissance sur la thématique.
Les agents de santé	La prise en charge médicale est faite avec beaucoup de professionnalisme
Les agents des ONG	Les cas de VBG sont traités avec expertise et selon le protocole établi
La police	Les dossiers de VBG sont traités avec toutes les valeurs qu'ils méritent ;

Les victimes de VBG ont désormais accès à un service de prise en charge de qualité grâce à l'installation de trois (3) One Stop Center.

L'un des résultats clés du pilier 4 est l'offre de service de qualité pour la prise en charge des victimes de violences basées sur le genre. L'offre de service de qualité aux victimes de violence basée sur le genre, passe par la mise en place effective d'unité de prise en charge holistique, communément appelées «ONE STOP CENTER». L'équipe de mise en œuvre du programme, envisage de mettre en place une dizaine d'unités de prise en charge holistique des victimes de violences basées sur le genre. Ces initiatives s'inscrivent dans le résultat 5 du programme intitulé comme suit : *Résultat 5 « Les femmes et les filles survivantes de toutes les formes de violence et de pratiques néfastes, utilisent des services essentiels de qualité disponibles, accessibles et acceptables pour leur rétablissement immédiat et à long terme »*. Comme résultat réalisé à la date actuelle, l'on note que plusieurs initiatives allant dans le sens de la mise en place de 3 nouveaux « One Stop Center » à Kangaba, Koulikoro et Ségou, mais également dans l'optique de l'amélioration de la qualité de la prise en charge des victimes. Les espaces préfabriqués sont en cours d'installation et d'équipement pour les trois sites retenus pour cette première vague d'unité à mettre en place. A titre indicatif et à l'image des autres ONE STOP CENTER fonctionnels sur le territoire du Mali, ces 3 ONE STOP CENTER pourront assurer une prise en charge directe d'environ 1750 survivantes et survivants. Les actions seront intensifiées pour une large information des communautés sur les services disponibles et surtout sur la nécessité de briser le silence pour une lutte efficace contre l'impunité. Les autres sept (7) zones retenues sont:

KAYES	KOULIKORO	SEGOU	SIKASSO	BAMAKO
Kayes	Koulikoro	Ségou	Sikasso	Bamako
Diema	Kangaba	Bla	Koutiala	Commune I, III et V

Développement d'un protocole de prise en charge (Document disponible).

Pour une prise en charge de qualité des victimes de VBG, il est primordial de disposer d'un procédé unique et connu de l'ensemble des acteurs de prise en charge. Cela implique donc l'élaboration d'un protocole standardisé de prise en charge des victimes de violences basées sur le Genre. Ainsi, conformément aux l'objectifs du pilier 4, le programme Spotlight Initiative a facilité l'élaboration d'un protocole de prise en charge. En effet, avec le concours d'un consultant expert, et de l'ensemble des acteurs. Ce document de référence constitue une avancée majeure dans l'offre de service de qualité aux victimes de violences basées sur le genre. (Document de protocole disponible). Ce document permettra d'avoir une démarche claire et acceptée de tous de la prise en charge des victimes.

Le protocole permet d'améliorer l'accessibilité physique et économique et la disponibilité des services de soutien aux personnes survivantes des VBG, y compris les personnes handicapées à mobilité réduite etc., à travers une approche (protocole) holistique de la prise en charge de différents volets. Ce document permet surtout d'avoir une compréhension globale du problème y compris les carences et opportunités, permettant ainsi de restaurer et de maintenir l'équilibre entre les différentes composantes c'est-à-dire la santé physique et mentale, l'accompagnement psychosocial, accès aux services de sécurité et judiciaires/ juridiques ainsi que la réinsertion socio-économique. Elle repose sur la collaboration effective et efficace entre les divers intervenants concernés, notamment par des références et contre références et par des échanges sur les cas traités, dans une perspective commune de répondre idéalement à l'ensemble des besoins.

Le protocole permet d'améliorer la qualité des services ainsi que rendre plus efficace la prise en charge holistique des personnes survivantes de la violence basée sur le genre. Les aspects couverts par le protocole sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

ASPECTS DE LA PRISE EN CHARGE COUVERTS	ACTEURS CONCERNES
APPUI PSYCHOSOCIAL	Cible les ONG et autres acteurs
PRISE EN CHARGE MEDICALE	Cible les Agents de Santé
PRISE EN CHARGE DE LA POLICE ET JUSTICE	Cible la police et les travailleurs de l'administration judiciaire

Outcome 5: Disponibilité des données et des capacités

S'agissant du pilier 5 qui porte essentiellement sur la production de statistiques relatives aux VBG, les objectifs ciblés ici portent aussi bien sur la production des données sur les VBG mais également leurs disponibilités pour le grand public (la diffusion des informations sur les VBG). Ainsi, les actions pour ce résultat ont porté sur ces deux types de partenariat (production d'une part et diffusion d'autre part.

Le programme Spotlight investit en priorité dans la mise en place un système national unifié de collecte, d'analyse et d'utilisation de données comparables de qualité sur la VBG et les Pratiques Néfastes pour éclairer la prise de décision basée sur des preuves. Ce système doit s'appuyer sur de critères et protocoles méthodologiques harmonisés.

Le gap lié à la production de données sur les VBG est mieux connu et un Plan de travail développé pour palier cela

Au Mali, le faible niveau de production de donnée fiables sur les VBG au niveau central et déconcentrée a été considéré comme l'un des défis majeurs dans le cadre de la lutte contre les VBG. Avec l'appui du Programme Initiative Spotlight, un exercice de réflexion a été mené avec l'INSTAT (Institut national de la Statistique) et les autres composantes du système statistique national. A l'issu de cette réflexion interne, un cadre partenarial a été mis en place et a permis de sélectionner les institutions nationales appelés à s'impliquer dans la mise en œuvre du plan d'action focalisée sur la production des données VBG. Les structures sélectionnées sont entre autres l'Institut National de la Statistique (INSTAT), le Ministère de la Promotion de l'Enfant et de la Famille, la Direction Nationale de la Population le CNDIFE 'Centre National d'Information

et de Documentation sur la Femme et l'Enfant), les Cellules de Planification et de Statistiques (CPS) des secteurs de la Justice, de l'Education, de la Santé et la Promotion de la Femme et de l'Administration Territoriale. Le partenariat couvre également les ONG nationales WILDAF, WOIYO-KONDEYE, ASDAP, PNVBG, DPNF, Stop Sahel, APDF, SINI SANUMAN, CAFO, AMPPF et ASSAF.

Un Plan de travail a été élaboré avec l'INSTAT pour le renforcement des capacités de ces structures en matière de production des données VBG de qualité et à jour.

Une analyse détaillée des structures de production, d'analyse et de dissémination des données statistiques réalisée pour permettre la préparation du plan de travail :

Une évaluation sommaire du système statistique national a été réalisée par l'équipe Spotlight, en collaboration avec la Direction nationale de la population et l'Institut National de la Statistique (INSTAT), et a permis de constater qu'à l'exception des données dans le domaine de l'humanitaire, les données administratives sur la prise en charge des cas de violences faites aux femmes ne sont pas suffisamment centralisées et analysées. La prise en charge des victimes est faite par plusieurs acteurs mais les outils ne sont pas harmonisés, et les données statistiques collectées ne sont pas capitalisées. De manière plus systémique, les faiblesses sont principalement :

L'absence de coordination et d'harmonisation des méthodologies, des outils ou la définition et l'élaboration des principaux indicateurs, et la définition des principaux concepts.

- L'absence d'un cadre permanent de concertation, de dialogue et de partage entre les principales structures statistiques publiques, d'une part ; et entre les structures publiques et le secteur privé ou la société civile d'autre part;
- La méconnaissance des normes internationales et régionales en matière de traitement des données statistiques par les producteurs de données sectorielles;
- La faible centralisation des données, et donc le faible contrôle par les structures de régulation, notamment l'INS sur la production des données sectorielle ;

- La prise de conscience insuffisante de l'utilité de la statistique au niveau de certains responsables de départements ministériels et de certaines autorités régionales.

Un Cadre de concertation sous le leadership de l'INSTAT:

Dans la perspective de mettre en place un système national unifié de collecte, d'analyse et d'utilisation de données comparables de qualité sur la VBG et les Pratiques Néfastes pour éclairer la prise de décision basée sur des preuves, le Programme Spotlight soutient la mise en place d'un cadre de concertation des producteurs et utilisateurs des données regroupant toutes les parties prenantes (INSTAT, Ministères, institutions nationales et déconcentrées mais aussi la société civile, les chercheurs, les prestataires de services et les Agences UN). Les premières actions portent sur la sensibilisation des responsables et agents des parties prenantes sur l'utilité des données sexospécifiques et notamment de VBG, sur la détermination des informations pertinentes, leur disponibilité et la qualité en vue de contribuer à la mise en œuvre efficace des politiques publiques, stratégies et programmes en matière de genre. Ce système doit s'appuyer sur de critères et protocoles méthodologiques harmonisés, que l'INSTAT a commencé à développer et qui seront disponibles en 2020.

Outcome 6: Renforcement du mouvement féminin

Afin d'atteindre les objectifs de l'Initiative Spotlight au Mali, notamment l'harmonisation de l'environnement législatif avec les normes et standards internationaux et le changement des normes sociales, il est primordial d'avoir un mouvement des femmes et des organisations de la société civile renforcées et capables de conduire un plaidoyer de haut niveau auprès des autorités administratives, politiques et communautaires. En plus du Groupe de Référence de la Société Civile qui a déjà une place de choix dans les organes de Gouvernance du programme Initiative Spotlight, des réseaux d'organisation de la société civile intégrant les représentants des groupes de personnes faisant face à de multiples formes de discriminations croisées sont en phase de voir le jour pour accompagner et soutenir la réalisation des résultats du programme. Il est également important d'avoir des organisations de la société civile pouvant mobiliser des ressources pour la mise en œuvre de programme visant l'élimination des VBG sur leurs propres initiatives. Pour parvenir à cela, le Programme mettra un accent fort sur le renforcement des capacités organisationnelles et opérationnelles des organisations œuvrant dans ses zones d'interventions. Les actions envisagées suivantes, vont principalement dans le sens:

Une évaluation des capacités de l'ensemble des acteurs nationaux engagés dans la défense des droits des femmes est amorcée:

Afin de permettre aux mouvements féminins défenseurs des droits des femmes de jouer pleinement leur rôle, une série d'activités d'appui a été lancée à leur attention. Une évaluation de capacités a été menée afin de mieux comprendre les lacunes à combler. Le rapport de cette évaluation constitue l'élément central d'orientation dans l'offre d'appui et de la stratégie de soutien au mouvement des femmes mis en œuvre dans ce pilier.

Le constat actuel est que le mouvement féminin et les organisations qui le composent, rencontrent des difficultés pour fonctionner efficacement, dues à (1) l'insuffisance notoire des financements alloués à la lutte contre les VFF, y compris les VBG et pratiques néfastes ; (2) la faible capacité des OSC/F à faire évoluer leur agenda auprès des acteurs gouvernementaux et mobiliser les ressources ; (3) la faiblesse de coordination au niveau national et local ; (4) les relations entre les organisations faïtières et celles situées à la base, caractérisées par l'absence d'une culture de redevabilité ; (5) l'insuffisance de ressources humaines compétentes et stables ; (6) le manque d'inclusion des mouvements représentant les groupes marginalisés ; et (7) le problème de renouvellement des leaderships.

Organisation de plusieurs Sessions d'information et sensibilisation des OSC et fille domestiques:

Plusieurs sessions de sensibilisation et d'information visant les filles domestiques et les OSC qui les appuient, ont été organisées. Il convient de signaler que ce groupe cible constitue une couche très vulnérable en matière de VBG au Mali. Ces différentes sessions ont permis de mettre à la connaissance des aides domestiques et des organisations de défense de leurs droits des informations sur les droits humains qui intègrent les droits des aides domestiques, les actes de violations de leurs droits qui surviennent au quotidien, les voies et mécanismes de recours disponible pour elles sur le plan national. Ces activités ont également été des espaces pour donner la parole à cette couche de la société pour exprimer leurs besoins et préoccupations notamment ceux portant la prise en compte et la protection de leurs droits qui seront pris en compte dans le cadre de l'Initiative Spotlight au Mali. Ces activités visent à mettre en place des bases pour la formalisation de ce secteur d'emploi informel par lequel passent des milliers de jeunes femmes et hommes particulièrement ceux du milieu rural. L'objectif final attendu est l'amélioration de leurs conditions d'emploi ainsi que des énumérations sur la base des textes nationaux et internationaux régissant ce secteur d'emploi.

Renforcement des mécanismes de lutte contre les VBG:

Le renforcement des capacités des organisations à constituer des mécanismes de lutte contre les VBG à tous les niveaux et les utilisés à bon escient pourrait être un bon résultat. Dans cette optique le programme Initiative Spotlight soutien et accompagne les organisations de jeunes au niveaux scolaire et communautaire pour former des coalitions nationaux, régionaux et locaux de veille et de surveillance des violences faites aux femmes mais aussi pour soutenir et renforcer le plaidoyer en faveur de l'harmonisation de l'environnement législatif du Mali avec les normes et standards internationaux et le changement des normes sociales.

Bénéficiaires

Le mécanisme de décompte des bénéficiaires suivant désaération par groupe d'âge devra être revu car toutes les agences n'avaient pas la même approche de comptabilisation. Cependant les personnes touchées par les activités ont été estimées aux méthodologies de base. Les données par catégorie de bénéficiaires sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Chiffres indicatifs	Direct (ciblés)	Indirect (ciblés)	Direct (réels)	Indirect (réels)	Commentaires/ Justifications
Femmes (18 ans et plus)	664,247	2,656,991	318,839	1,275,355	Fait sur la même projection que l'estimation de Base
Filles (5-17 ans)	786,075	3,144,299	369,455	1,509,263	
Hommes (18 ans et plus)	603,390	2,413,561	283,593	1,158,509	
Garçons (5-17 ans)	774,213	3,096,853	364,617	1,402,890	
TOTAL	2,827,925	11,311,704	1.336.504	5,346,017	

Challenge/difficultés rencontrées et mesures prises

Depuis 2012, le pays traverse une crise multidimensionnelle ayant eu un impact négatif sur tous les segments de la société y compris dans l'exacerbation de courants conservateurs religieux et l'augmentation des VBG entre autres. Ces courants conservateurs ont une influence grandissante sur les opinions et également sur les décisions politiques. Notamment, les conflits intercommunautaires, l'insécurité dû à l'augmentation du banditisme, le départ de l'administration dans certaines localités, la fermeture des infrastructures sociales de base, l'enlèvement du personnel des ONG et de la logistique, la psychose générale de la population en contact avec les étrangers. C'est dans ce contexte que certaines terminologies ont été revues en congruence avec les terminologies utilisées dans les documents nationaux, à titre d'exemple « sante sexuelle de la reproduction et éducation complète sexuelle » ont été chargés en « santé de reproduction » conformément au document des normes en matière de santé de la reproduction sans pour autant changer le contenu du document. Eu égard à ce qui précède, il était important de trouver des points de consensus qui ne dénaturent pas le sens et la pertinence des interventions tout en confortant les différents partenaires tant politiques que de mise en œuvre. Il s'agissait de préserver l'essentiel : l'assistance aux populations cibles femmes et filles en leur garantissant les messages préventifs et l'accès au service de prise en charge de qualité. Comme mentionnée dans les annexes.

Suivi des risques globaux du programme

Un certain nombre de contraintes étaient prévues dans le cadre du programme qui étaient vues comme de potentiels risques. Le tableau ci-dessous indique comment elles ont été suivies durant l'année :

CHALLENGE /DEFIS/ RISQUE	SOLUTION UTILISEES
Risque lié à l'instabilité due au conflit	L'équipe de mise en œuvre a surtout travaillé avec les informations sécuritaires de UNDSS, et aussi privilégié les zones les moins à risque d'attaque djihadiste/ de déstabilisation
Risque d'inadaptation du cadre législatif	Rapide implication des parlementaires à travers les activités de renforcement du pilier 1 ; cela a permis de préparer le terrain.
Risque d'accès limités aux infrastructures	Etablir des partenariats de mise en œuvre avec les OSC/ONG
Persistance d'un environnement non favorable	Impliquer les leaders et certains groupes sociaux influents
La loi de silence des femmes/filles victimes des VBG	Mise en place de mécanismes communautaires d'alerte notamment à travers le pilier 3
Crise mondiale ou régionale empêche la mise en œuvre ou entraîne des circonstances atténuantes	Le risque est ne pas pouvoir recourir aux expertises internationales due au contexte mondial ; pour palier cela le programme travaille avec l'expertise locale et éventuellement toujours la couplée avec les experts internationaux que travaillera en « home-based »
Risque que l'efficacité du programme soit affectée due aux faibles compétences des Ipsos.	La sélection a une sélection rigoureuse des IPS.
Manque de financement	Complémentarité des programmes
Non traduction des compétences acquis en action	Un noyau de M&E en cours de consolidation
Manque d'accès aux nouvelles technologie	Le programme a initié des méthodes de communication jugées assez stable (création de groupe WhatsApp avec les toutes parties prenantes)
Risque de mauvaise gestion financière,	Un « point focal finance » du programme Initiative a été identifié au sein de chaque agence et a travaillé avec les IPs afin qu'ils respectent les directives mise en place
Faible preuve/évidence sur ce qui fonctionne pour prévenir les VBG	Le plan M&E global est en finalisation et prend ces aspects en compte

Risque de dispersion des partenaires de mise en œuvre engagés sur d'autres chantiers	Les propositions de projet des IPs intègrent la prise en charge d'une équipe de mise en œuvre
Disponibilité limitée des données	Prise en compte dans le pilier 5 avec l'élaboration de PTA avec l'Institut National de la Statistique
Forte rotation des fonctionnaires	Plus de deux points focaux par partenaire impliqué
Déficit de synergie entre les acteurs	Organisation périodique des rencontres avec le RCO

Au-delà de ces contraintes d'autres contraintes ont été rencontrées, qui sont présentées ici en fonction de type d'acteurs

Le défis avec les partenaires

Un risque potentiel est le disfonctionnement constaté entre les structures centraux partenaires et leur direction faitière, constaté sur d'autres projets dans le passé, devaient être le même cas de Spotlight. La solution est une signature directe de partenariat avec les structures de terrain chargé de la mise en œuvre.

Les défis rencontrés dans la coordination du programme

Au niveau du Système des Nations Unies des réajustements ont été également nécessaires suivant les différents mandats des agences et également l'affectation des capacités techniques indispensables à la mise en œuvre du programme. La relocation du staff totalement dédié au programme en vue d'optimiser les efforts vers un résultat commun.

Le processus de sélection des OSC/ONG pour la mise en œuvre du programme y compris les critères de sélection et les zones d'interventions dans un contexte d'insécurité générale a pesé également sur les délais de démarrage. En effet, les lancements des appels à candidatures des organisations faitières vu le contexte de crise et d'insécurité ont rencontré beaucoup de difficultés pour réunir l'ensemble de la documentation surtout que ce programme avait des critères d'éligibilités différents des autres programmes.

Nouvelles Opportunités et leçons apprises

L'année 2019 a été parsemée de succès, d'embuches et d'apprentissage. Ces faits ont été vécus à tous les niveaux du programme (coordination, partenariat, communautés à la base). La section ci-dessous donne des facteurs qui ont influé positivement sur le programme, ainsi que ceux qui ont constitué des difficultés pour l'équipe de programme.

Les Nouvelles Opportunités

Une analyse du contexte de mise en œuvre a permis de comprendre que le programme Initiative Spotlight, a été mis en œuvre dans un environnement dans lequel des opportunités ont été bénéfiques. Voir ci-dessous les opportunités majeures qui ont été utiles pour le programme :

- **Disponibilité des données de la dernière Enquête démographique et de santé.** La disponibilité des données de l'EDSM VI pendant le démarrage du programme a été une grande opportunité pour le programme. Ainsi, ces données ont permis aux agences de mettre à jour sur la prévalence des VBG et des pratiques néfastes.
- **Complémentarité avec d'autres programmes des autres agences:** Mise en œuvre à travers le portefeuille global des agences, le programme Spotlight Initiative bénéficie d'un environnement communautaire et professionnel assez familiarisé avec les interventions desdites agences.

Genre, comme une thématique transversale	La plupart des agences impliquée dans la mise en œuvre du programme Spotlight
Existence de programme conjoint sur le Genre/VBG	Au sein des agences, des programmes conjoints, tel que le programme Musokoika, focalisé sur les VBG consolide en partie les résultats

- **Une expertise interne existante sur les questions de VBG, pratique néfaste, et santé de la reproduction.** Le capital humain des agences notamment les experts travaillant sur les questions de VBG font des

contributions importantes sur le programme Spotlight Initiative. En effet, certaines agences ayant en leur sein des médecins intervenant sur les questions de santé de la reproduction (SR).

Les leçons apprises sur la période de rapportage

S'agissant des leçons apprises, l'on peut évoquer les points portant essentiellement sur la mise en œuvre du programme :

- **L'implication des services techniques déconcentrés dans l'évaluation des lacunes dans la lutte contre les VBG est une démarche très fructueuse:** le processus de collecte de données auprès des institutions concernées à différents échelons administratifs, plus particulièrement, la prise en compte des services techniques aux niveaux des régions, des cercles et des communes a permis de poser un diagnostic de capacités des institutions, en terme de besoins, rôles, responsabilités et compétences administratives différenciées qui n'auraient pas été aussi apparents si l'évaluation avait uniquement porté sur le niveau central.
- **L'évaluation de lacunes constitue un enseignement en soi:** Le processus d'évaluation a également permis de comprendre l'importance du rôle que peuvent jouer certaines institutions qui aujourd'hui ne sont pas nécessairement perçues comme étant en première ligne de responsabilité en matière de lutte contre les VBG, VFF. Il s'agit notamment de la Primature (pour son rôle de coordination de l'action des différents départements sectoriels) et du Ministère de l'Economie et des Finances (pour son rôle dans l'élaboration des budgets et de chapeautage du dispositif de pilotage et de suivi et évaluation du CREDD et des ODD).
- **Les théâtres forum, un véritable moyen de brise-glace sur les questions de VBG:** Pour la communication au niveau local, notamment les sensibilisations, le théâtre forum constitue un important outil de sensibilisation des pesanteurs socio-culturelles. Le théâtre forum est un brise-glace qui permet de provoquer des dialogues sociaux sur les questions sensibles et autres tabous sans heurter la sensibilité des populations. Ces dialogues sociaux permettent d'aborder les différents contours de la problématique
- **L'utilisation des langues nationales pour la communication**

notamment sur les questions de VGB à travers les messages semble produire plus de résultat: L'utilisation de cet outil pour communiquer permet de toucher à la sensibilité des uns et des autres, d'une part et d'autre part de s'assurer que le message véhiculé est bien transmis.

- **L'utilisation des langues locale la communication du programme notamment dans les rencontres périodiques est une bonne pratique:** Il est important que le programme développe l'utilisation des langues locales lors des rencontres formelles (atelier/recontre d'apprentissage). Cette démarche permet de mieux informer les parties prenantes sur le programme. Cela est d'autant vrai que lorsque les leaders religieux et communautaires prennent part à ces rencontres.
- **Communiquer suffisamment autour des One Stop centers:** Il est important que l'installation des unités de prise en charge soit directement suivie de sensibilisation afin que les potentielles victimes et leurs familles puissent au préalable soient informées de l'existence de ces services.
- **Collaboration et implication des différents types d'acteurs aide davantage dans l'obtention du résultat:** La principale leçon à retenir est de travailler de manière effective en synergie avec la contrepartie nationale (gouvernement, société civile) afin que l'appropriation du programme soit totale et que ces parties se reconnaissent totalement dans le document. L'implication d'une large gamme de partenaires surtout étatiques aurait évité toutes les négociations qui ont été faites après la signature du document par le gouvernement et ayant occasionné le retard constaté pour le démarrage.
- **La capacitation des OSC/ONG doit être une préoccupation constante des partenaires au développement et en particulier des Nations Unies:** Afin de disposer à tout moment des capacités opérationnelles sur le terrain pour le cas précis de ce programme des OSC/ONG importantes n'avaient pas parfois des éléments de réponse pour pouvoir répondre à tous les critères exigés pour leur sélection telle que la grande mobilité des ressources humaines et financières.

Innovation et bonnes pratiques

Les pratiques prometteuses ou innovations ressorties pour l'année 2019 dans le cadre de la mise en œuvre du programme Spotlight Initiative sont les suivantes :

- **La mobilisation sociale, un facteur favorisant la prise de conscience:** La mobilisation sociale y compris communication interpersonnelle et de masse, l'engagement des adolescents (filles et garçons) comme acteurs de changement, est une des stratégies importantes favorisant une prise de conscience.
- **Nécessité de développer une stratégie favorisant l'accès des localités reculées aux unités de prise en charge:** Au regard de la forme actuelle des One stop center, des constats fait par le passé, des réflexions sont en cours afin de trouver une stratégie innovatrice permettant de rapprocher l'offre de service aux communautés les plus reculées.
- **L'utilisation de préfabriqués en guise d'espace pour les unités de prise en charge des survivantes:** Confronte de manière récurrente aux problèmes de locaux pour l'installation des unités de prise en charge, Spotlight envisage être un programme vulgarisateur des maisons-conteneurs (préfabriqués) incluant toutes les commodités.
- **L'organisation des rencontres au niveau local favorise le brainstorming des partenaires:** les ateliers régionaux de présentation du programme ont révélé que cette démarche est une bonne pratique en soit car elle a permis d'aborder de manière approfondie les problématiques de VBG dans les régions, avec leurs spécificités.

Prochaines Etapes

Les prochaines étapes dans le cadre de la mise en œuvre du programme Initiative Spotlight seront principalement les grands points ci-dessous:

- **Accélération et suivi de la mise en œuvre du Plan de Travail 2020:** Afin de rattraper sur le calendrier initial de mise en œuvre, l'ensemble des agences œuvrant sur le programme Spotlight adopteront une démarche accélérée dans la mise en œuvre dudit programme en utilisant le plan d'accélération qui a été validé par les Chefs d'agences et transmis à la DUE.
- **Adopter une approche de mise en œuvre qui intègre l'impact du COVID-19:** l'avènement du COVID-19 va foncièrement changer l'environnement de travail. Les périodes à venir vont être consacrées à l'élaboration de stratégie au niveau des agences afin de mitiger les conséquences sur la mise en œuvre du programme.
- **Diagnostic sur les normes sociales et du genre à la base des pratiques néfastes,** complété d'un paquet d'outils sur le changement des normes, et une situation de référence pour mesurer l'évolution des normes.
- **Continuité des activités au niveau communautaire avec l'engagement des associations des jeunes:** l'appui la mobilisation sociale sur les VBG à travers des canaux de communication appropriés sera poursuivi.
- **Mise en place des mécanismes communautaires de prévention et lutte contre les VBG:** Certaines agences auront également pour priorités la poursuite de la mise en place des mécanismes locaux de prévention et lutte contre les VBG (centre d'intervention des adolescents (par exemple plateforme de champion ;
- **Accroître les efforts pour L'intégration des questions des VBG, MGF, pratiques néfastes (mariage d'enfant etc.) et santé de la reproduction dans le curriculum scolaire:** Cela constitue un point majeur que l'équipe de Spotlight Initiative ciblera particulièrement, durant la période avenir.
- **Le renforcement des capacités des parties prenantes:** Les insuffisances constatées/exprimées dans le cadre de partenariat

seront comblées avec des activités de renforcement de capacité.

- **Organisation des informations/communication de mass** : Les programmes de lutte contre les VBG et pratiques néfastes doivent accentuer la communication. Alors les prochaines étapes seront intenses en termes de communication autour du programme (opérationnalisation du Plan de communication élaboré)
- **Suivi des partenariats établis en 2019** afin de garantir l'obtention des résultats escomptés :
- **Mobilisation de fonds complémentaires** pour soutenir les initiatives du programme et en particulier de Spotlight, plusieurs actions durant l'année ont été prise dans ce sens. Par ailleurs, toutes les agences travaillent de manière transversale sur les questions de genre/VBG :
 - Elaboration de concept note ciblant les mêmes zones que l'Initiative Spotlight ;
 - Complémentarité avec les autres projets Genre/VBG des agences ;
 - La communication avec les autres PTF sur l'Initiative Spotlight lors des rencontres de haut niveau avec la RC.

Quelques histoires venant du terrain

Plusieurs témoignages permettent de souligner l'impact des activités menées sur les cibles. Ces témoignages ont été faits par des hommes et des femmes appartenant à différentes catégories sociales.

Testimonials

« La lutte contre les violences basées sur le genre est indispensable à la réalisation des objectifs du développement durable d'ici 203 »

Madame Mbaranga Gasarabwe, Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général, Coordinatrice Humanitaire et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali.

« Avec l'Initiative Spotlight, nous mettons un coup de projecteur sur le phénomène global inacceptable qu'est la violence envers les femmes et les filles. L'Union européenne, les Nations Unies, le Gouvernement du Mali et les associations de défenses des droits des femmes travailleront main dans la main pour mettre fin à ce fléau ».

Ambassadeur, Chef de délégation de l'UE au Mali Monsieur Bart OUVRY.

« Malgré les efforts et les résultats obtenus, force est de constater que le Mali, tout comme les autres pays du sahel et au-delà, continue de faire face aux actes de violences sexuelles, liées aux conflits et aux autres violences physiques, psychologiques, économiques. Notre gouvernement est déterminé à consolider les relations avec tous les acteurs de l'Initiative Spotlight afin de lutter efficacement contre les violences faites aux femmes et aux filles »

Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille Dr. DIAKITÉ Aïssata Kassa TRAORE

« Le théâtre forum est une œuvre de construction du pays ; une action de développement, qui tout en récréant la population, pose les jalons de transformation des normes

sociales. Nous leaders communautaires, avons besoin de ce soutien communautaire pour consolider nos actions »

Chef de quartier de Fadjiguila

Une étudiante, du village de Barakolombougou, affirme qu'elle n'a pas subi l'excision et qu'elle se porte à merveille. Elle n'a aucun complexe dans la société et elle est bien soutenue par ses parents pour poursuivre ses études. Elle invite les autres parents à mettre fin à la pratique de l'excision et soutenir les filles dans la poursuite de leurs études.

Le représentant du chef de village de Tiemabougou déclare que:

« les conséquences de l'excision et du mariage d'enfants telles que citées dans le théâtre et bien expliquées par l'agent de santé sont bien réelles et nombreuses dans notre village. Je suis témoin de plusieurs victimes parmi lesquelles une de mes filles. Il faut noter la pertinence de l'excision comme vecteur de la transmission des maladies comme étant une conséquence désastreuse. Ainsi nous devons prendre conscience de cette réalité et adopter un changement de comportement pour le bien-être de nos femmes, sœurs et filles ».

La déclaration faite par l'**Elu de korofina** renforce l'importance des dialogues sociaux sur les questions de MGF, mariages d'enfants et VBG : « Les pratiques qui portent préjudice aux droits humains doivent être bannies de notre société. En tant que Elu, nous devons investir nos efforts pour bannir ces pratiques néfastes et promouvoir le bien-être familial. Le message de cette pièce est compréhensible et la langue appropriée. Je compte sur les personnes présentes et surtout les adolescent(e)s à se joindre à nous comme des acteurs de changement ».

« la présence des responsables locaux que nous sommes : maires, conseillers, chefs de quartiers, RECOTRADE, leaders religieux, leaders femmes, coordination des jeunes, témoigne de notre engagement à accompagner les actions de promotion de l'abandon des MGF, mariages d'enfants, viols et autres violences. Nous apprécions le théâtre forum qui est une approche ludoéducative qui correspond à notre

valeur sociétale et à notre culture car elle ne nous choque pas et elle est appréciée de tous »

Le Maire de Banconi

« Notre zone est portuaire, lorsque le bateau arrive 22h/23H les adolescentes vendeuses se précipitent dans le noir pour atteindre le quai ... très souvent, on les viole, les agresse en route. Et lorsque le bateau part, cela laisse place à un désordre. Les possibilités de prise en charge sont très attendues à Koulikoro ».

Directrice régionale de Koulikoro (DRPFEF)

« Nous sommes particulièrement heureuses d'avoir été conviées à une activité sur les VBG/VFF, une invitation, qui du reste est très importante pour la primature sur cette thématique ; vous pouvez compter sur notre engagement à soutenir la mise en œuvre du Pilier-2 du Programme Spotlight ».

Représentante de la Primature à l'ouverture de l'atelier

Il note que la plupart des agences ont consacré cette première année à la coordination et au démarrage effectif des activités. Alors les témoignages seront donc surtout collectés pour les périodes à venir. Cependant, les agences travaillant directement avec les communautés à la base ont rapporté les points suivants:

La contribution des médias

Les radios Maliba FM, Energie FM, et la Radio Bamakan ont diffusé et rediffusé les représentations et déclarations relatives aux VBG. La presse en ligne autant que les réseaux sociaux, spécialement, Facebook, YouTube, M7, Mali Actu, Bamada.net, Blo Info, Issalane.com, Lumière Info, Croissance Afrique, Mali Web indiquent que 343.851 personnes (122.419 hommes, 78.932 femmes, 74 260 adolescents et 68.240 adolescentes) ont visité et lus les contenus VBG postés en ligne. Globalement, les diverses activités ont ciblé, directement et indirectement, 1.336.509 personnes dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou les Communes du District de Bamako.

Le dispositif men engage

L'organisation de la campagne nationale MenEngage a mis à contribution les télévisions nationales, les radios et les réseaux sociaux pour diffuser messages sur la masculinité positive. Ces messages ont contribué à faire avancer la dynamique de changement des normes sociales et les rapports sociaux entre les hommes et les femmes, entre les filles et les garçons, entre les jeunes et le vieux, et entre les leaders et les membres de communautés.

La présidente des femmes du village de Sagabala déplore que : « l'excision et le mariage d'enfants sont d'actualité en milieu bambara, particulièrement dans mon village, et constituent un problème de santé pour les femmes et filles. Leurs conséquences sont bien réelles et beaucoup de femmes en souffrent en silence. Moi j'ai longtemps résidé au Gabon et je sais que la pratique de l'excision y est condamnée, mais au Mali, l'excision reste une norme sociale. Après avoir suivi ce théâtre, j'estime qu'il est temps que le Mali suive la voie du Gabon

Annex C: Rapport c

Le lien ci-joint renseigne davantage sur la production un clip sur les VBG et la diffusion dans les cercles de Yelimané, Kolokani, Bla, Sikasso et le District de Bamako.

Ainsi, depuis décembre 2019 les activités mises en œuvre ont permis :

- **Production d'outils de communication:** 2 vidéos ont été produites pour documenter la perception des membres des communautés villageoises avant le démarrage du programme sur les normes sociales dans les régions de Sikasso et Kolokani. Les vidéos sont accessibles sous le lien suivant <https://weshare.unicef.org/CS.aspx?VP3=SearchResult&VBID=2AM4WR574EH8>
- Une **série d'ateliers d'information et de sensibilisation** du programme Initiative Spotlight a été organisée dans l'ensemble des 4 régions d'intervention qui sont Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso ainsi que le district de Bamako. Ces ateliers ont été l'occasion d'accroître la connaissance des partenaires intervenant au niveau local sur le programme.
- En outre, la **production et la diffusion de 2 histoires à intérêt humain**, dont 1 sur les MGF et 1 sur le Mariage d'Enfant, le media social, ont renforcé la visibilité des activités relatives au changement de normes sociales.

<https://www.unicef.org/mali/en/stories/now-i-do-not-cut-my-children>

<https://www.unicef.org/mali/en/stories/go-see-my-father-they-intend-give-me-marriage>

Communications et visibilité

La communication et la visibilité du programme s'inscrivent dans un plan global développé par l'équipe pays de Spotlight.

Lancé officiellement le 5 décembre 2019 sous la présidence de la Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Dr. DIAKITÉ Aïssata Kassa TRAORE, en présence des membres du Gouvernement, du chef de délégation de l'Union européenne (UE) au Mali, du système des Nations Unies au Mali, des organisations de la société civile et des associations de femmes et de jeunes l'Initiative Spotlight se veut porteuse d'espoir. Avec comme objectif principal d'éliminer toutes les violences envers les femmes et les filles au Mali, le lancement de l'Initiative Spotlight marque le début d'une nouvelle ère pour les femmes et les filles du Mali à travers l'Initiative Spotlight.

Forte mobilisées pour l'occasion, les femmes et les filles ont admiré et vibré sous les couplets des jeunes slammeuses qui ont tenu le public en haleine tout en partageant des messages clés sur l'abandon de l'excision. *« Il est temps que les couteaux de l'excision soient arrangés pour de bon, chantonnaient-elles. Le corps de la femme n'est pas un champ de bataille. Alors, arrêtez de nous taper comme des tam-tams »*, ont vitupéré les adolescentes en présence de plusieurs leaders religieux et communautaires. Comme pour dire que « les temps ont changé », car jadis, les jeunes filles n'osaient s'essayer au rap encore moins en présence des aînés.

Comme pour amplifier le dire des ados slammeuses, les messages de la Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies et l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'UE ont fait échos aux rimes des rappeuses.

Le ton est donné. L'Initiative Spotlight fera tache d'huile au Mali avec en ligne de mire combattre le mal à sa racine en commençant les activités de sensibilisation dans les localités les plus réfractaires.

Oumou, 13 ans, sauvée d'un mariage précoce

Dans la région de Koulikoro, à une soixantaine de kilomètres de Bamako, Oumou, une fillette de 13 ans, a échappé bel à cette pratique d'un autre âge.

« A l'âge de 13 ans, quand je faisais la classe de 5^{ième} année, un homme a demandé ma main à mes parents et ils ont accepté. J'ai alors été arrachée

de l'école et envoyée chez l'homme, loin de ma famille, de mes amis et mes camarades d'école. J'étais perdue, je ne savais pas ce que je faisais dans un foyer. Je n'avais ni le corps, ni l'âge encore moins l'expérience pour tenir un foyer. Je souffrais et ma vie était devenue pénible. Heureusement, des gens ont sensibilisé mon père aux dangers que je courais. Il a été convaincu, il a regretté son acte. Il est venu me chercher pour me ramener à la maison et j'ai repris mes études », a narré Oumou à travers sa voix frêle et son regard timide et innocent d'enfant.

« Quand je me suis rendu compte de mon erreur, je suis allé la reprendre en mettant fin au mariage pour qu'elle puisse continuer ses études et profiter de sa vie de son enfance. Je remercie les équipes venues nous sensibiliser », a confié le père de Oumou, soulagé.

« En islam, l'excision n'est pas une obligation absolue »

L'excision reste une pratique profondément ancrée dans la société malienne avec un taux de prévalence de 89%. Les localités de la région de Ségou dont la commune rurale de Konodimini ne fait pas exception à cette règle.

Konodimini est une commune du cercle et la région de Ségou. C'est un groupement de vingt-quatre villages. La population de Konodimini essentiellement composée de Bamanan, Peuhl et Somono et majoritairement de confession musulmane, exerce l'excision comme une pratique obligation en islam.

« En islam, l'excision n'est pas une obligation absolue. Elle fait partie des pratiques pré-musulmanes », a dit l'imam de Konodimini à nos équipes lors d'une rencontre de plaidoyer communautaire. Ainsi, cette clarification de l'imam, vise à sensibiliser les populations pour l'abandon de la pratique de l'excision.

La région de Ségou dont la commune de Konodimini fait partie des localités bénéficiaires de la mise en œuvre du programme de l'Initiative au Mali.

Lien pour accéder à l'interview en entier : <https://weshare.unicef.org/archive/-2AM408T32PYF.html>

- Prière trouver ci-dessous les autres liens pour les photos :

https://drive.google.com/drive/folders/1tjQSMSxf_

VTMkB1ct1ikl14pUyIW7SiQ

<https://weshare.unicef.org/>

[CS.aspx?VP3=SearchResult&VBID=2AM4WR574EH8](https://weshare.unicef.org/CS.aspx?VP3=SearchResult&VBID=2AM4WR574EH8)

[https://drive.google.com/drive/folders/1tjQSMSxf_](https://drive.google.com/drive/folders/1tjQSMSxf_VTMkB1ct1ikl14pUyIW7SiQ)

[VTMkB1ct1ikl14pUyIW7SiQ](https://drive.google.com/drive/folders/1tjQSMSxf_VTMkB1ct1ikl14pUyIW7SiQ)

<https://mali.un.org/fr/27321-lancement-du-programme-initiative-spotlight-au-mali>

Annual Work Plan and Forecast Budget

Un plan de travail ajusté a été élaboré en intégrant les nouvelles orientations et perspectives du Programme Initiative Spotlight. Le document est ci-joint.

Tous les Rapports Annuels ainsi que leurs Annexes sont consultables [ici](#).

Annex A

Mali Outcome 1 Summary table

Outcome Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes	
Indicator 1.1 National/and/or sub-national evidence-based, costed and funded action plans and M&E frameworks on VAWG/HP that respond to the rights of all women and girls and are developed in a participatory manner are in place	Yes	1.1 Legal Age of Marriage					
		0.75	0.75	0.75	0.00		
		Parental Authority in Marriage					
		0.00	0.00	0.50	0.00		
		Parental Authority in Divorce					
		0.50	0.50	0.50	0.00		
		Inheritance Rights of Widows					
		0.50	0.50	0.50	0.00		
		Inheritance Rights of Daughters					
		0.50	0.50	0.50	0.00		
		Laws against Domestic Violence					
		0.75	0.75	0.75	0.00		
		Laws against Rape					
0.50	0.50	0.50	0.25				
Laws against Sexual Harassment							
0.75	0.75	0.75	0.25				
Indicator 1.2 National/and/or sub-national evidence-based, costed and funded action plans and M&E frameworks on VAWG/HP that respond to the rights of all women and girls and are developed in a participatory manner are in place	Yes	National					i) National action plan 2019-2023 of the national strategy for the abandonment of GBV and harmful practices (PTN) of October 5, 2018 ; ii) National action plan for the implementation of Resolution 1325
		Evidence-based Costed Participatory Development	Evidence-based Costed Funded M&E framework Participatory Development	Evidence-based Costed Funded M&E framework Participatory Development	Evidence-based Costed Funded M&E framework Rights of all women & girls Participatory Development		

Indicator 1.3 Laws and policies that guarantee the ability of women's rights groups, autonomous social movements, CSOs and women human rights defenders/feminist activists to advance the human rights agenda are in place	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	<p>The baseline refers to the following texts:</p> <p>Law on Associations in Mali Law establishing the National Human Rights Commission (CNDH) Law on Human Rights Defenders in Mali</p> <p>The programme is currently developing and supporting the National Policy for the Protection of Women's Rights Groups and CSOs in 2020 and its adoption from 2021. The final target expected in 2023 is the existence of the decree implementing the Law on Human Rights Defenders in Mali.</p> <p>The main existing international human rights conventions are: ICESCR International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights ICCPR International Covenant on Civil and Political Rights CEDAW Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women CRC Convention of the Rights of the Child.</p> <p>Mali had ratified these international conventions before the Spotlight Initiative: (i) ICESCR in 1974; (ii) ICCPR in 1974; (iii) CEDAW in 1985; (iv) CRC in 1990 with a reservation on article 16. However, the programme will support the implementation of these conventions.</p>
Ouptut Indicator		Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes
Indicator 1.1.1 Number of new and/or strengthened laws and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination developed that respond to the rights of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination and are in line with international HR standards		Developed				For the baseline, 9 laws and/or policies are already available. From the third year on these laws will be strengthened: (i) Penal Code with integration of all forms of VAW; (ii) Persons and Family Code, in particular the amendment of article 281 on the age of marriage; (iii) National Child Protection Policy which expires in 2019; (iv) National Gender Policy which has expired. 4 laws and/or policies will be strengthened through their revision from 2021 (Milestone 3), so the value for the reporting period (2019) is "0".
	Yes	0	0	0	0	
		Strengthened				
		0	0	0	4	
Indicator 1.1.4 Number of women's rights advocates with strengthened capacities to draft legislation and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination, within the last year		0	50	0	300	This activity has not been carried out yet.
	Yes					

Indicator 1.1.5 Number of Parliamentarians and staff of human rights institutions with strengthened capacities to advocate for, draft new and/or strengthen existing legislation and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination and implement the same, within the last year		Parliamentarians				These are the National Assembly (AN) and the National Human Rights Commission (CNDH). A work plan has been drawn up with each institution to define the different actions to be carried out with the support of the Spotlight Initiative.
	Yes	0	10	28	70	
		Women Parliamentarians				
		0	3	9	21	
		Human Rights Staff				
		0	15	17	90	
Women Human Rights Staff						
0	5	7	26			
Indicator 1.2.1 Number of evidence-based national and/or sub-national action plans on ending VAWG developed that respond to the rights of all women and girls, have M&E frameworks and proposed budgets within the last year		National				Action Plan: National action plan 2019-2023 of the national strategy for the abandonment of GBV and harmful practices (PTN) of October 5, 2018, Sector: GBV, Year 1: Evidence-Based, Costed, M&E Plan, Needs of All Women & Girls Action Plan: National action plan for the implementation of Resolution 1325, Sector: Women Peace and Security, Year 1: Evidence-Based, Costed, M&E Plan, Needs of All Women & Girls
	Yes	Evidence-based Programs & activities costed M&E Plan Needs of ALL women & girls	Evidence-based Programs & activities costed M&E Plan Needs of ALL women & girls	Evidence-Based Costed M&E Plan Needs of All Women & Girls	Evidence-based Programs & activities costed M&E Plan Needs of ALL women & girls	
Indicator 1.2.2 Number of key government officials with strengthened capacities to draft and costed action plans on ending VAWG and accompanying M&E frameworks, within the last year.		Government Officials				They are officials from 10 ministries who have benefited from a strengthening of their knowledge on gender-sensitive planning and budgeting in order to integrate actions for the prevention and management of GBV cases into national sectoral plans.
	Yes	0	20	18	106	
		Women Government Officials				
0	6	10	32			
Indicator 1.3.1 Number of draft laws and/or policies developed that guarantee the ability of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda, within the last year		0	0	0	4	4 documents exist but do not guarantee the capacity of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda. UN Women is jointly responsible for the indicator with UNHCR and the Ministry in charge of gender.
	Yes					
Indicator 1.3.3 Number of key government officials with increased awareness of human rights standards and obligations and strengthened capacities to develop laws and policies that guarantee the ability of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda, within the last year		Government Officials demonstrate awareness				This activity has not been carried out yet.
	Yes	0	20	0	106	
		Women Government Officials demonstrate awareness				
		0	6	0	32	
		those Officials who participate in developing laws & policies				
		0	9	0	50	
Women Officials who participate						
0	3	0	15			

Indicator 1.3.4 Number of women human rights defenders with strengthened capacities to contribute to the development of laws and policies that guarantee the ability of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda		Women Human Rights Defenders demonstrate awareness				This activity has not been carried out yet.
	Yes	0	50	0	300	
		Contribute to developing laws and policies				
		0	15	0	100	

These programme tables were generated by the Spotlight Initiative Online Platform, which is currently in pilot phase. In some cases, individual programmes' data has been modified to standardize the presentation across all Spotlight countries and regions. The wording of indicators and other narrative references in the tables are drawn from the Global-level theory of change and are not aligned to respective programme contexts or to local specificities. For these reasons, each programme is encouraged to present the specific Programme results framework to the National Steering Committee.

Mali Outcome 2 Summary table

Outcome Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes	
Indicator 2.1 Proportion of countries that have functioning national and/or sub-national coordination and oversight mechanisms at the highest level for addressing VAWG/HP that includes representation from marginalized groups	Yes	Coordination Mechanism?					
		Yes	Yes	Yes	Yes		
		LNOB?					
Indicator 2.2 Percentage of national budget being allocated to the prevention and elimination of all forms of VAWG/HP	Yes	Is there a national budget allocation?					
		No	Yes	No	Yes		
		What is the percentage of national budgets being allocated?					
Indicator 2.3 Is VAWG/HP integrated into 6 other sectors development plans, in line with globally agreed standards? "Other Sectors": health, social services, education, justice, security, culture.	Yes	Health					
		Medium integration	High integration	Medium integration	High integration		
		Education					
		Low integration	Medium integration	Medium integration	Medium integration		
		Justice					
		Low integration	Medium integration	Medium integration	Medium integration		
		Security					
		Low integration	Medium integration	Medium integration	Medium integration		
		Social Services					
		No integration	Low integration	No integration	Low integration		
Culture							
No integration	Low integration	No integration	Low integration				
Ouptut Indicator		Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes	
Indicator 2.1.1 Number of government institutions, at the national or sub-national levels, that develop strategies, plans and/or programmes to prevent and respond to VAWG, including for those groups of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination	Yes	National Level					
		0	2	0	2		
		Sub-National Level					
		0	2	0	2		

Indicator 2.1.3 Number of strategies, new plans and programmes of other relevant sectors (health, social services, education, justice, security, culture) that integrate efforts to combat VAWG developed in line with international HR standards, within the last year.		Health				
	Yes	Medium integration	Medium integration	Medium integration	High integration	
		Education				
		Medium integration	Medium integration	Medium integration	High integration	
		Justice				
		Low integration	Low integration	Low integration	Medium integration	
		Security				
		Low integration	Low integration	Low integration	Medium integration	
		Social Services				
		No integration	Low integration	No integration	Medium integration	
Culture						
No integration	No integration	No integration	Medium integration			
Indicator 2.1.8 Number of key government officials with strengthened capacities to integrate efforts to combat VAWG into the development plans of other sectors, within the last year		Government Officials				
	Yes	0	12	0	60	
		Women Government Officials				
0	6	0	30			
Indicator 2.2.1 Proportion of supported multi-stakeholder VAWG coordination mechanisms established at the highest level and/or strengthened, and are composed of relevant stakeholders, with a clear mandate and governance structure and with annual work plans, within the last year.		0%	50%	0%	80%	At this stage, the Spotlight Initiative conducted a huge evaluation of the capacities and weaknesses of the identified stakeholders.
	Yes					
Indicator 2.2.2 Proportion of national and sub-national multi-stakeholder coordination mechanisms that include representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination		0	1	0	3	
	Yes					
Indicator 2.2.3 Proportion of national and sub-national multi-stakeholder coordination mechanisms that are costed		4	1	4	4	
	Yes					

Indicator 2.2.4 Number of meetings of national and/or sub-national multi-stakeholder coordination mechanisms, within the last year		National Level Meetings				
	Yes	2	3	3	12	
		Sub-National Level Meetings				
		2	2	2	8	
Indicator 2.3.1 Proportion of current dedicated and multi-sectoral programmes developed that include proposed allocations of funds to end VAWG, within the last year.		0.00%	25.00%	0.00%	100.00%	
	Yes					
Indicator 2.3.2 Percentage of Parliamentarians with strengthened knowledge and capacities to hold relevant stakeholders accountable to fund and implement multi-sectoral programmes to address VAWG, within the last year.		Parliamentarians				
	Yes	0%	20.41%	0%	81.63%	
		Women Parliamentarians				
		0%	35.71%	0%	100.00%	
Indicator 2.3.3 Number of key government officials with greater knowledge, capacities and tools on gender-responsive budgeting to end VAWG, within the last year		Parliamentarians				
	Yes	0	20	0	106	
		Women Parliamentarians				
		0	10	0	40	
Indicator 2.3.4 Number of women's rights advocates with greater knowledge and capacities on gender-responsive budgeting to end VAWG		0	50	0	250	
	Yes					

Mali Outcome 3 Summary table

Outcome Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes
Indicator 3.1 Percentage of people who think it is justifiable for a man to (subject) beat his wife/intimate partner (to violence), by sex and age	Yes	0.47	0.47	0.47	0.45	This is an outcome indicator that is not measured on an annual basis but will be updated in due course.
Indicator 3.2 Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl to FGM (in areas where FGM takes place). Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl child marriage	Yes	FGM				These above indicators are Outcome indicators that are not measured on an annual basis. Data for 2019 are not available. Data for the indicator b) is not available in Mali, even at baseline (not measured so far in Mali). It is planned to be introduced in the next DHS or MICS, which will only be available in 2022 or 2023
		74.50%	74.50%	74.50%	73.00%	
		Child Marriage				
		NA	NA	NA	NA	
Ouptut Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes
Indicator 3.1.1 Draft new and/or strengthened Comprehensive Sexuality Education in line with international standards	Yes	No	Yes	No	Yes	
Indicator 3.1.2 Number of young women and girls, young men and boys who participate in either/both in- and out-of school programmes that promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours and exercise of rights, including reproductive rights, within the last year.	Yes	In-School Programmes				a. In school: 200 "Men Engage Clubs" (5 boys and 5 girls per club) of young adolescents have been set up in 200 schools in Yelimané, Kolokani, Sikasso, Bla and the District of Bamako, for a total of 2,000 young boys and girls engaged, including 1,000 girls. b. Out of school: 93,312 adolescents and 57,010 adolescent girls reached through different channels outside schools.
		0	30000	2,000	300,000	
		In-School Programmes Girls				
		0	20000	1,000	200,000	
		In-School Programmes Boys				
		0	10000	1,000	100,000	
		Out-of-School Programmes				
		0	30000	150,322	300,000	
		Out-of-School Programmes Girls				
		0	20000	57,010	200,000	
		Out-of-School Programmes Boys				
		0	10000	93,312	100,000	
Indicator 3.1.3 Number of national and/or sub-national programmes developed for inclusion in educational curricula to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including targeting young women and girls, young men and boys facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year	Yes	National Level				
		Yes	Yes	Yes	Yes	

Annex

Indicator 3.2.1 Number of women, men, girls and boys who regularly attend community programmes to promote gender- equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women's and girls' sexuality and reproduction, within the last year		Women				In addition to social dialogues, other communication channels, social media and online press were used, reaching 852,851 people (301,097 men, 253,932 women, 172,572 teenagers, 125,250 teenagers. The dissemination of messages and other community radio programmes reached 509,000 (178,678 men, 175,000 women, 98,312 adolescents and 57,010 teenage girls). Radio Maliba FM, Energie FM and Radio Bamakan broadcasted performances and statements related to GBV. The online press as well as social networks, especially Facebook, YouTube, M7, Mali Actu, Bamada.net, Blo Info, Issalane.com, Lumière Info, Croissance Afrique, Mali Web, indicate that 343,851 people (122,419 men, 78,932 women, 74,260 adolescents and 68,240 girls) visited and read the GBV content posted online. Overall, the various activities directly and indirectly targeted 1,336,509 people in the regions of Kayes, Koulikoro, Sikasso and Ségou in the first and sixth districts of Bamako District.
	Yes	0	20,000	253,932	200,000	
		Men				
		0	10,000	301,097	100,000	
		Girls				
		0	20,000	125,250	200,000	
Boys						
0	10,000	172,572	100,000			
Indicator 3.2.4 Number of communities with advocacy platforms established and/or strengthened to promote gender- equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women and girls' sexuality and reproduction		8	42	305	600	305 alert and awareness committees have been set up in the regions of Sikasso, Koulikoro, Ségou, Kayes and the District of Bamako. These committees have Terms of Reference describing their mode of operation, roles, compositions, responsibilities, and monitoring and reporting mechanisms. In terms of innovation, 600 mobile phones were made available to the members of the GBV awareness and alert committees in order to facilitate the monitoring and sharing of information on the prevention and management of GBV survivors.
	Yes					
Indicator 3.2.5 Number of campaigns challenging harmful social norms and gender stereotyping, including of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination, developed and disseminated during the past year.		0	1	1	6	Campaign Title: Campagne nationale MenEngage , Sector: SSR, Communication Channel: TV Radio Social Media/Online Community mobilisation The social dialogues through the Forum Theatre also helped to convey messages about positive masculinity through the media, social networks in addition to the MenEngage campaign.
	Yes					
Indicator 3.2.6 Number of networks of men and boys developed and/or strengthened to advocate against VAWG and stand for promoting gender equitable values and behaviours during the past year		0	0	200	42	
	Yes					
Indicator 3.3.3 Number of news and other media stories/reports that sensitively report on VAWG and GEWE more broadly, in the last year		0	3	0	18	The activities will be developed in 2020.
	Yes					

Indicator 3.3.4 Number of journalists that have strengthened capacity to sensitively report on VAWG and GEWE more broadly?		Journalists				The activities will be developed in 2020.
	Yes	0	10	0	55	
		Women Journalists				
		0	5	0	27	
Indicator 3.3.5 Number of key informal decision-makers and decision-makers in relevant institutions that have strengthened awareness of and capacities to advocate for the implementation of legislation and policies on ending VAWG and for gender-equitable norms, attitudes and behaviours and women and girls' rights	Yes	Decision Makers				
		0	0	0	100	
		Women Decision Makers				
		0	0	0	50	

Mali Outcome 4 Summary table

Outcome Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes
Indicator 4.2 a) Number of VAWG cases reported to the police, b) the proportions of cases reported to the police that are brought to court, c) proportions of cases reported to the police that resulted in convictions of perpetrators, all during a specific time period (e.g., past 12 months)			Reported			Data on the percentage of cases brought to court is not available at this stage. The data collection process is ongoing.
	Yes	0	0	1015	1,785	
		Brought to Court (%)				
		0	10%	10%	30%	
		Convictions				
0	20%	20%	50%			
Indicator 4.3 A VAWG dedicated management information system (MIS) is in place at the national level which can measure the number of women/girl victims/survivors of violence that have received quality, essential, multi-sectoral services.			MIS			The process is ongoing with the Ministry of the Empowerment of Women.
	Yes	No	No	No	Yes	
Ouptut Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes
Indicator 4.1.3 Proportion of countries that have developed and/or strengthened national guidelines or protocols in line with the guidance and tools for essential services for women and girls subject to violence.			Developed			
	Yes	No	No	Yes	Yes	
		Strengthened				
No	No	Yes	Yes			
Indicator 4.1.4 Number of government service providers who have increased knowledge and capacities to deliver quality and coordinated essential services to women and girl survivors of violence, within the last year			Government Service Providers			Disaggregation of data to come in 2020. The programme will adjust the targets based on new developments.
	Yes	0	0	35	140	
		Women Government Service Providers				
0	0	35	0			
Indicator 4.1.5 Number of women's rights organisations who have increased knowledge and capacities to deliver quality and coordinated essential services to women and girls' survivors of violence, within the last year			Women's Rights Organizations			UNFPA has trained all stakeholders, including at least 6 local NGOs working specifically on GBV cases. The programme will adjust the targets based on new developments.
	Yes	0	0	4	80	
		LNOB				
		0	0	0	0	
		Grassroots				
0	0	6	0			
Indicator 4.1.8 Number of local networks established among authorities and communities to prevent and respond to VAWG that include adequate representation of women and girls facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year						For this first year, efforts have been devoted to the analysis of the context and partnerships necessary for the implementation of this local network.
	Yes	20	0	0	20	

Indicator 4.2.1 Number of women and girl survivors of violence that have increased a) knowledge of and b) access to quality essential services, within the last 12 months			a) Girls with Knowledge of ES			Disaggregation of data to come in 2020.
	Yes	0	2000	2700	40,000	
		a) Women with Knowledge of ES				
		0	2000	2400	40,000	
		b) Girls with Access to ES				
		0	0	0	40,000	
b) Women with Access to ES						
Indicator 4.2.2 Number of women and girl survivors/ victims and their families, including groups facing multiple and intersecting forms or discrimination, that have increased a) knowledge of and b) access to accompaniment/support initiatives, including longer-term recovery services, within the last 12 months			a) Girls with Knowledge of Recovery Services			UNFPA plans to conduct a data collection to estimate this indicator. This will take place in 2020.
	Yes	0	0	0	179,000	
		a) Women with Knowledge of Recovery Services				
		0	0	0	40,000	
		b) Girls with Access to Recovery Services				
		0	0	0	40,000	
b) Women with Access to Recovery Services						
Indicator 4.2.3 Strategies for increasing the knowledge of and access to services for women and girls, including groups facing multiple and intersecting forms of discrimination have been designed			Strategies Designed			The existing mechanisms will be strengthened in 2020.
	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	

Mali Outcome 5 Summary table

Outcome Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes	
Indicator 5.1 Globally comparable data on the prevalence (and incidence, where appropriate) of VAWG/HP collected over time	Yes	Prevalence				The existing data will be further strengthened and the quality of the data analysis improved in 2020.	
		Yes	Yes	Yes	Yes		
		Incidence					
		Yes	Yes	Yes	Yes		
Indicator 5.2 Publicly available data, reported on a regular basis, on various forms of VAWG/HP (at least on intimate partner violence, non-partner sexual violence, harmful practices when relevant, and trafficking and femicide at the country level)	Yes	IPV					The existing data will be further strengthened and the quality of the data analysis improved in 2020.
		Yes	Yes	Yes	Yes		
		FGM					
		Yes	Yes	Yes	Yes		
		Child Marriage					
Yes	Yes	Yes	Yes	Yes			
Ouptut Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes	
Indicator 5.1.1 Number of National Statistical Offices that have developed/adapted and contextualized methods and standards at national level to produce prevalence and/or incidence data on VAWG	Yes	No	No	No	Yes	Although the process has not actually started with all the partners involved, a partnership has been signed with INSTAT (National Institute of Statistics) and an annual work plan has been developed. Year 2 of the programme will be used to finalise this process.	
Indicator 5.1.2 System to collect administrative data on VAWG/HP, in line with international standards, across different sectors	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Disaggregated data by sectors will be developed in 2020.	
Indicator 5.1.3 Number of National Statistical Officers who have enhanced capacities to produce data on the prevalence of VAWG/HP, and incidence where appropriate, within the last year	Yes	National Statistics Officers					The year 2019 was used to bring together the pre-requisites for this capacity building. Thus, a partnership agreement has been established with INSTAT (National Institute of Statistics) which will carry out training activities in 2020
		0	25	0	80		
		Women National Statistics Officers					
		0	0	0	24		
Indicator 5.2.1 Number of knowledge products developed and disseminated to the relevant stakeholders to inform evidence-based decision making, within the past 12 months	Yes	Knowledge products					Suitable partners for the production of knowledge products have been identified (DNP/INSTAT/CSO) and partnership agreements have been signed with them. With regard to the production of knowledge document the first should be provided in 2020.
		1	1	1	7		

Indicator 5.2.3 Number of government personnel, including service providers, from different sectors with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence data on VAWG, within the last year		Government Personnel				Although a specific training on data analysis has not yet been organized by INTAT, UNFPA has strengthened the capacity of the management structures, including a component on GBV data.
	Yes	0	15	0	110	
		Women Government Personnel				
		0	0	0	0	
Indicator 5.2.4 Number of women's rights advocates with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence data on VAWG, within the last year						The strengthening of structures in Data Analysis and Dissemination will start very soon. The structures for advocacy for women's rights have been identified.
	Yes	0	12	0%	118	

Mali Outcome 6 Summary table

Outcome Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes
Indicator 6.2 Was there an increased use of social accountability mechanisms by civil society in order to monitor and engage in EAWG efforts	Reported					
	Yes	0	0	0	5	The indicator captures the evolution of the functionality of 5 social accountability mechanisms (their increased use). The mechanisms of the National Civil Society Council (CNCS), including 1 in Bamako and 4 in the regions, are strengthened from the second year (2020).
Indicator 6.3 Proportion of women's rights organizations, autonomous social movements and civil society organizations, including those representing youth and groups facing intersecting forms of discrimination/marginalization, report having greater influence and agency to work on EAWG within the last 2 years						The activity is planned from 2020.
	Yes	0	0	0	50	
Ouptut Indicator	Measuring?	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period	Target	Reporting Notes
Indicator 6.1.1 Number of jointly agreed recommendations on ending VAWG produced as a result of multi-stakeholder dialogues that include representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year						The activity has not been carried out yet.
	Yes	0	5	0	20	
Indicator 6.1.2 Number of official dialogues about ending VAWG with relevant government authorities that include the full participation of women's rights groups and relevant CSOs, including representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.						The activity has not been carried out yet.
	Yes	0	1	1	4	
Indicator 6.1.4 Number of women's rights groups, networks and relevant CSOs with strengthened capacities to network, partner and jointly advocate for progress on ending VAWG at local, national, regional and global levels, within the last year	Government Service Providers					
	Yes	0	30	0	100	The activity has not been carried out yet.
Indicator 6.2.1 Number of supported women's right groups and relevant CSOs using the appropriate accountability mechanisms for advocacy around ending VAWG, within the last year						The activity has not been carried out yet.
	Yes	0	30	0	100	



Spotlight Initiative

ANNUAL REPORT – ANNEX B

RISK MANAGEMENT REPORT

COUNTRY/REGION: MALI/AFRIQUE

REPORTING PERIOD: 01 JANUARY 2019 -31 DECEMBER 2019

Risks	Risk Level: Very high High Medium Low (Likelihood x Impact)	Likelihood: Almost Certain - 5 Likely - 4 Possible - 3 Unlikely - 2 Rare – 1	Impact: Extreme – 5 Major - 4 Moderate - 3 Minor - 2 Insignificant – 1	Mitigating measures undertaken during the reporting period (please include new risks, if any)	Responsible Unit/ Person
Contextual risks					





<p>Risque de l'instabilité liée au conflit avec forte probabilité d'affecter les zones d'intervention du Spotlight Initiative</p>	<p>Moyen</p>	<p>Probable-2</p>	<p>Modéré – 3</p>	<p>Pour la mitigation des risques potentiels liés à l'insécurité et l'instabilité, les deux points ci-dessous sont les actions majeures :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ <u>Coordination des activités de terrain de Spotlight avec UNDSS</u> : les informations sécuritaires fournies par UNDSS ainsi que les points focaux sécurité des agences ont toujours été intégrés dans la coordination et la planification des activités du programme.▪ <u>Choix des zones d'intervention plus ou moins sécurisées</u> : Le choix des localités est prioritairement celles qui sont pour l'instant peu affectées par l'insécurité au Mali (faible présence des groupes armés)	<p>Gestionnaire des programmes/Security focal point</p>
---	--------------	-------------------	-------------------	---	---



<p>Risque de l'inadaptation du cadre législatif et politique : Non harmonisation de la législation nationale avec les conventions internationales, non insertion des textes ratifiés dans le journal officiel, la mise en avant des règles de la coutume au détriment du droit.</p>	<p>Moyen</p>	<p>Probable - 4</p>	<p>Modéré - 3</p>	<p>Pour ce point les mesures de mitigation ont été mises en place par l'équipe Spotlight du Mali :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Planification d'activités dans le pilier 1, visant à faire prendre conscience par les parlementaires du non-alignement des textes du Mali sur les standards internationaux :</u> <p>Le pilier 1 du programme dédié au cadre politique dispose de certaines activités qui réduiront cet obstacle</p>	
---	--------------	---------------------	-------------------	--	--

<p>Risks</p>	<p>Risk Level: Very high High Medium Low (Likelihood x Impact)</p>	<p>Likelihood: Almost Certain - 5 Likely - 4 Possible - 3 Unlikely - 2 Rare - 1</p>	<p>Impact: Extreme - 5 Major - 4 Moderate - 3 Minor - 2 Insignificant - 1</p>	<p>Mitigating measures undertaken during the reporting period (please include new risks, if any)</p>	<p>Responsible Unit/ Person</p>
<p>Risque d'accès limité aux infrastructures routières rendant difficile l'accès aux villages et Risque d'absence de tribunaux dans les régions pour rendre justice</p>	<p>Moyen</p>	<p>Presque Certain - 5</p>	<p>Major - 4</p>	<p>Pour ce qui est du risqué de mobilité réduite due aux infrastructures routières le point suivant a été adoptée :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Le partenariat avec les OSC à la base comme mesure de mitigation :</u> le partenariat établi en 2019, ainsi que sa qualité ont permis <u>de mitiger ce risque.</u> 	<p>RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste</p>





Risque de la persistance d'un environnement anti – droits (extrémisme violent, expansion des groupes armés) qui se traduit par un faible capacité d'action des défenseurs des droits, en particulier dans les zones d'instabilité.	Moyen	Possible - 4	Modéré- 3	La principale mesure de mitigation relative à la résistance de l'environnement est : <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>L'implication des groupes Sociaux (Recotrad, leader religieux, communautaires)</u> : A ce niveau, le programme envisage mettre au cœur de la communication certains acteurs clés, très écouté 	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
La loi du silence des femmes et filles victimes des VSBG favorise l'impunité des auteurs	Moyen	Probable - 4 - 3	Modéré - 3	Pour cela le programme en 2019 a entrepris des actions qui contribueront : <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Mise en place de mécanisme communautaire d'alerte de dénonciation</u> : Plusieurs <u>mécanismes de prévention ont été mise en place en 2019 et devraient continuer en 2020</u> 	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Crise mondiale ou régionale empêche la mise en œuvre ou entraîne des circonstances atténuantes	Moyen	Possible - 3	Mineur - 2	Les besoins eventuels attendu du monde dans la mise en œuvre locale, reste le recours a l'expertise internationale ; le couplage expert national et international permettra de palier l'incapacite pour les expert de venir au Mali	
Risques liés au programme					
Risque que l'efficacité du programme ne soit compromise par la capacité limitées des partenaires de mise en œuvre.	Moyen	Possible - 3	Mineur - 2	La prévention du manque de capacite des partenaires a été fait à travers : <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Un processus de sélection rigoureuse ainsi que la planification d'activité de renforcement de capacités des</u> 	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste



				<u>partenaires de mise en œuvre</u> : En 2019, la sélection des IPS a été faite sur la base de plusieurs critères dont l'expertise	
Les fonds ne sont pas dépensés au niveau optimal en raison des limites et des goulots d'étranglement de la capacité d'absorption au niveau national	Faible	Improbable - 2	Mineur - 2	Le risque lié aux sous dépenses des fonds a été prévu pour être mitigé par : <ul style="list-style-type: none">▪ <u>La diversification des partenariats ainsi que l'exécution directe de plusieurs activités par les agences elles-mêmes</u> : est une démarche qui réduit en partie ce risque	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Risque de manque de financement pour poursuivre et consolider les résultats du programme des services à la fin du financement de la présente initiative	Elevé	Possible - 3	Modéré - 3	Le manque de financement éventuel pour consolider les acquis du programme a été mitigé en 2019 par : <ul style="list-style-type: none">▪ <u>La complémentarité des programmes avec les programmes existant des agences, ainsi le partenariat avec les structures de l'Etat</u> : A la fin du programme Spotlight, l'Etat devait disposer de capacité nécessaire pour continuer d'où la signature de plusieurs partenariats avec les structures Etatique.	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Capacités et connaissances acquises par les différentes parties prenantes dans le cadre de l'Initiative (gouvernement, société				Toutes les agences ont été responsabilisées pour le suivi des outcome. Cependant l'action	



<p>civile, etc.) non traduites en actions de transformation</p>	<p>Faible</p>	<p>Improbable - 2</p>	<p>Mineur - 2</p>	<p>ci-dessous devait pouvoir réduire l'impact de cela :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Mise en place d'un mécanisme de Suivi évaluation intégrée :</i> <p>Le Suivi des effets/outcome aussi bien dans jotform que dans les Rencontre des points focaux M&E contribuera à réduire ce risque.</p>	<p>RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste</p>
<p>Le manque général d'accès aux nouvelles technologies réduit les possibilités de partage d'informations, y compris la disponibilité des données et son utilisation</p>	<p>Faible</p>	<p>Improbable - 2</p>	<p>Miner - 2</p>	<p>Les nouvelles technologies sont désormais au cœur de la mise en œuvre des programmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Création de groupe WhatsApp pour la communication :</i> Tous les acteurs notamment ceux du SNU communiquent à travers l'application WhatsApp plus pratique et nécessitant moins de technologie...il a permis en 2019, d'être plus prompt dans le partage d'information entre les agences en 	<p>RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste</p>
<p>Risque de mauvaise gestion financière, pouvant nuire à l'obtention des résultats</p>	<p>Moyen</p>	<p>Possible - 3</p>	<p>Modéré- 3</p>	<p>La gestion financière du programme reste très suivie. La mesure suivante a été prise en 2019 à cet effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Un Expert en finance dédié au programme Spotlight ainsi que</i> 	<p>RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste</p>



				<u>le renforcement de capacité des IPS sur les procédures.</u>	
Des preuves limitées sur ce qui fonctionne pour prévenir la violence à l'égard des femmes, y compris les PN ;	Faible	Possible	Mineur	Le risque lié au manque de preuve du programme est suivi à travers le point suivant : <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Un Plan de Suivi Evaluation est élaboré et est en voie de finalisation. Cela devrait permettre de gérer ce genre de cas.</i> 	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Risques institutionnels					
Risque de dispersion des partenaires de mise en œuvre engagés sur d'autres chantiers ou sur d'autres opportunités pour assurer leur survie.	Faible	Possible - 3	Mineur - 2	<u>Le programme prévoit une équipe de mise en œuvre claire pour chaque partenaire.</u>	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Disponibilité limitée des données et capacités limitées des institutions étatiques pour développer et analyser les données	Moyen	Possible - 3	Modéré - 3	La non-disponibilité des données est une raison d'être du programme spotlight initiative : <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Le partenariat établi avec le Système statistique National, notamment l'INSTAT</u> : Un partenariat existe avec l'Institut national de la Statistique afin de former les Structures en charge de la production des données, 	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste



**Spotlight
Initiative**

La forte rotation des fonctionnaires de l'Etat qui pourrait retarder la mise en œuvre de l'Initiative	Moyen	Probable - 4	Modéré - 3	Ce risque a été réduite grâce à l'initiatives suivante : <u>La Diversité des points focaux ainsi que l'implication effective des Directeurs régionaux a permis d'amoindrir ce risque</u>	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Risque de déficit de synergie entre les différents acteurs se traduisant par une insuffisance de coordination et d'approche intégrées de prise en charge des violences	Moyen	Possible - 3	Mineur – 2	Le risqué de déficit de synergie ne sera pas très important, pour la raison suivante : <u>La coordination de la RCO comme facteur réduisant ce risque</u> : le modèle de gestion adopté par le Mali sous lead de la RCO a permis de mitiger ce risque en 2019	RCO/Experts des agences/M&E Spécialiste



Annex C: Rapport d'engagement des OSC

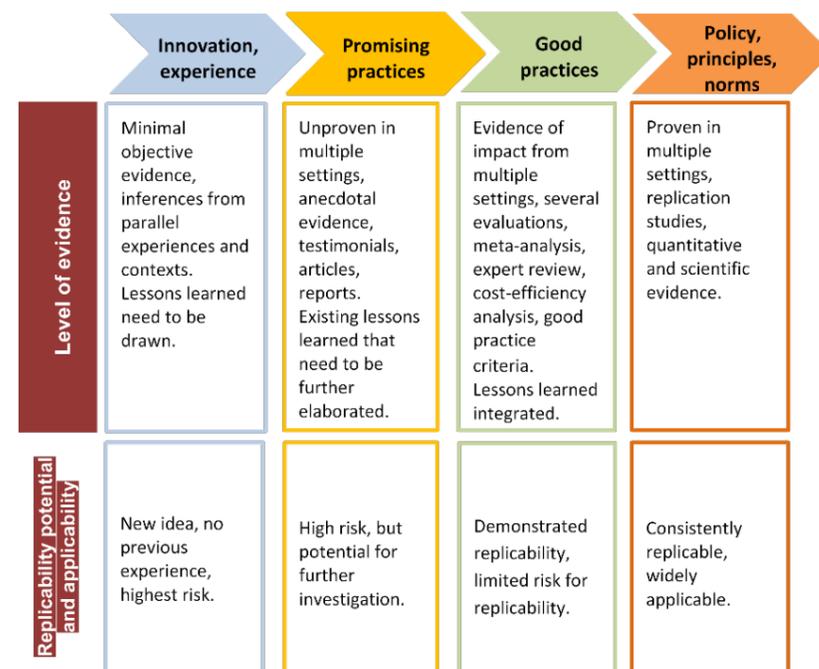
Pas d'Annexe C en 2019

Annex D

Promising or Good Practices Reporting Template

State of a practice: good practice or promising practice?

The following set of criteria will help you to determine whether a practice is a good practice:



Adapted from Hancock, J. (2003): *Scaling-up for increased impact of development practice: Issues and options in support of the implementation of the World Bank's Rural Strategy. Rural Strategy Working Paper, World Bank, Washington D.C.*

Guidance and Template on Good and Promising Practices

As **demonstration fund**, the Spotlight Initiative will demonstrate the evidence base that a significant, concerted and comprehensive investment in gender equality can make a lasting difference in the lives of women and girls and in the achievement of all SDGs. It is thus critical that promising and good practices that have the **potential for adaptability, sustainability, replicability and scale-up**¹ in the field of EAWG and chart a new way of working, both within the UN system and with various stakeholders to maximize the transformative potential

of the Initiative are documented and shared.

This brief guidance and template is thus developed to ensure a common understanding of “**Promising and/or Good Practices**” in Spotlight, provide a set of criteria to determine whether a practice is a good practice or promising and a template for documentation. As Spotlight Initiative is in its early stages of programming and a mid-term review is yet to be undertaken, it is anticipated that countries will be documenting promising practices at this stage. Please see definition below and a diagram for further clarification.²

Definition of a Promising Practice

A promising practice has demonstrated a **high degree of success in its single setting**, and the possibility of replication in the same setting is guaranteed. It has generated some quantitative **data** showing positive outcomes over a period of time. A promising practice has the **potential** to become a good practice, but it doesn't yet have enough research or replication to support wider adoption or upscaling. As such, a promising practice incorporates a process of continuous learning and improvement.

Definition of a Good Practice

A good practice is not only practice that is good, but one that **has been proven to work well and produce good results** and is therefore recommended as a model. It is a successful experience that has been **tested and validated**, in the broad sense, has **been repeated and deserves to be shared**, so that a greater number of people can adopt it.

¹ Guidelines on good practices, UNHCR. 2019. Accessible here: <https://www.unhcr.org/5d15fb634>

Title of the Promising or Good Practice	Les théâtres forums comme moyen de communication efficace
<p>Provide a description of the promising or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</p>	<p>Une note synthétique sur les bonnes pratiques adoptées durant l'année 2019 dans le cadre de la mise en œuvre du programme, souligne le point suivant : L'utilisation des théâtres forum comme un instrument de communication, impliquant les jeunes : la question de sexualité et VBG sont encore des sujets tabous et en particulier pour les jeunes face aux adultes. Cependant l'utilisation des théâtres forum semble être un outil de communication qui permet de dissiper ce blocage.</p> <p>Les théâtres forum, étant une technique théâtrale participative visant à faciliter le dialogue communautaire sur des questions sociales, en impliquant le public dans la recherche d'actions transformatrices, ont permis de véhiculer des messages pour éveiller la conscience collective sur les conséquences des pratiques néfastes et VBG. La création de la pièce a été proposée en atelier à un groupe membres de la communauté (mobilisateurs communautaires, élèves de l'école secondaire, associations de jeunes, professeurs, professionnels de la santé, etc.) et au cours de l'atelier, les participants ont identifié des histoires réelles de violation des femmes et filles qu'ils veulent changer et mettent ces histoires en scène. La pièce montrait quel est le problème (du point de vue des participants), mais ne suggérait pas comment le résoudre. Grâce à l'animateur dans chaque session les spectateurs ont été encouragé à monter sur scène et à remplacer le personnage dont les droits sont violés et à mettre en pratique leur idées. Les autres personnages (en particulier ceux qui contribuent à la violation des droits d'un autre personnage) normalement réagissent en 'défiant'/challenging l'idée du public et en essayant de reproduire le statu quo de la violation sur scène.</p> <p>Ce processus de dialogue social et éducatif, comme résultant de théâtres forum, permet de briser le silence et contribue à provoquer des conversations visant à promouvoir la scolarisation des filles, l'abandon des MGF et autres formes de VBG. Les théâtres forum facilitent la mise en place et l'opérationnalisation de comités villageois d'alerte et d'éveil. Ces comités d'éveil coordonnent les dialogues sociaux. Cette coordination témoigne une appropriation collective et une prise de conscience graduelle pour prévenir et prendre en charge des VBG.</p>
<p>Objective of the practice: What were the goals of the activity?</p>	<p>Les objectifs assignés aux bonnes pratiques mentionnées ci-dessus sont nombreux. Cependant le principal qui peut être évoqué est : Trouver un moyen de communication peu classique et moins choquant, sur les questions de VBG/Santé de reproduction/Pratiques néfastes La stratégie du théâtre forum est de provoquer la réflexion et le débat parmi le publique si la stratégie proposée a amélioré la situation et s'il serait réaliste de « l'extrapoler » de la scène pour l'appliquer dans la vie réelle.</p> <p>Lorsque quelqu'un a une autre idée sur la façon dont un personnage pourrait agir différemment pour améliorer la situation, l'animateur invite le spectateur à monter sur scène et à improviser sa stratégie de changement.</p> <p>Avant de la clôture de la séance, l'animateur souligne l'importance de ne pas laisser sur scène les stratégies de changement qui ont fonctionné, mais de les appliquer dans la vie de la communauté. Le Théâtre Forum contribue à former une masse critique des personnes informées et sensibilisées et qui agissent comme catalyseurs dans la lutte contre les VBG.</p> <p>Progressivement grâce aux théâtres forum, les personnes sensibilisées et informées sur les effets néfastes deviendront des alliés et acteurs de changement dans leurs communautés respectives.</p>
<p>Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.</p>	<p>Les bénéficiaires de ces bonnes pratiques sont de deux types :</p> <p>Les différents membres de la communauté, notamment les femmes, les hommes, les jeunes, les leaders :</p> <p>Les bénéficiaires du théâtre forum sont tous les différents groupes de la communauté, ceux qui participent à la création et adaptation de la pièce, ceux qui montent en scène pour proposer des solutions, ceux qui participent au débat, ceux qui assistent à la pièce et les indirects ceux qui reçoivent du feedback des bénéficiaires directs. Parmi les bénéficiaires il y aura des survivantes des VBG qui pourrions, si elles sont à l'aise et bien sûr dans la total confidentialité, intervenir sur la scène pour proposer des solutions. Il y aura aussi les auteurs des violations (Exemple père qui décide de marier sa fille, exciseuse) qui auront l'opportunité de participer sur scène mais surtout pourrions réfléchir sur leurs comportements.</p> <p>Les acteurs intervenant dans la prise en charge : il s'agit ici des services de prise en charge décentralisés (santé, éducation, psychosocial) et ONG intervenant dans la prise en charge des victimes de VBG, qui disposent désormais de référentiel pour la prise en charge. Ce groupe des acteurs sont engagés dans le théâtre forum en tant que membres de la communauté en partageant leur expérience par rapport aux survivantes des différentes pratiques néfastes et GBV, abandon scolaire, mais aussi ils apportent leur vécu personnel, ce qu'est important pour pouvoir faciliter leur réflexion interne sur les normes sociales.</p> <p>A noter que les différents acteurs intervenant dans les VBG disposent et appliquent un protocole cohérent et calqué sur le modèle de ONE Stop Centre relatif à la prise en charge holistique (assistance médicale, légale et psychologique) pour atténuer les souffrances des survivantes des VBG.</p>

<p>What makes this a promising or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this a promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>L'élément qui fait que cette pratique est considérée comme bonne pratique est le suivant :</p> <p>Les théâtres forum : Le théâtres forum ont toujours existé, cependant les privilégier dans la communication sur les VBG et pratiques néfastes semble être des brise-glaces au sein des communautés.</p> <p>Le théâtre forum n'est pas une «sensibilisation», il n'est pas basé sur une idée de changement déjà préconstruite, c'est un dialogue théâtral visant à l'autonomisation de la communauté. Il est basé sur le non-jugement et écoute de ceux qui ont une expérience directe de la violation, en particulier ceux qui n'ont pas de voix (le principe de théâtre forum est que les membres de la communauté sont «experts de leur propre vie»). Il permet une appropriation des stratégies de changement, l'animatrice/animateur ne suggère pas quoi faire, elle/il invite à chercher ensemble et à tester chaque idée sur scène).</p> <p>Les stratégies de changement sont incorporées dans le processus par le public sans dire quoi le personnage doit faire, mais monter sur scène et le faire à sa place). Les expériences de la communauté concernant les VBG et pratiques néfastes sont débattues en utilisant la créativité pour partager et faciliter un processus d'apprentissage collectif qui permet de briser les tabous.</p> <p>Les théâtres forum permettent d'informer et de sensibiliser une masse critique des communautés sur les sensibilités, causes, facteurs, acteurs et conséquences des VBG, y compris les mariages d'enfants et les mutilations génitales féminines.</p> <p>Aussi, ces théâtres forum constituent une pratique prometteuse parce qu'ils servent de plateformes communautaires, neutres et informels des discussions entre les jeunes et d'introduction au dialogue intergénérationnel. Aussi, les théâtres forum constituent de points d'entrée pour ensuite engager des communautés systématiques, à travers les dialogues sociaux pour aborder en profondeur l'identification, manifestations, acteurs, facteurs, conséquences des VBG, prévention et les services de prise en charge holistique.</p> <p>Enfin l'approche de théâtres forum est fondamentale parce qu'il permet de confronter subtilement la résistance des hommes, certains leaders religieux et communautaires qui ne voudraient pas la problématique de VBG soit abordée dans les différents créneaux communautaires. Ces théâtres forum contribuent à promouvoir des exemples d'attitudes et comportements nouveaux qui permettent de défier les normes et l'ordre social qui édictent les VBG.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Challenge dans le choix correct des messages des théâtres forums : le gouvernement du Mali sous la pression des courants religieux est très regardant sur les questions de terminologie. Alors comment mener cette activité de communication sans pour autant choquer les sensibilités.</p> <p>Comme souligné dans le point précédent le théâtre forum n'est pas une sensibilisation, ne livre pas des messages, n'utilise pas le langage qui n'est pas de la communauté. Le principe est d'autonomiser la communauté à s'exprimer et proposer les solutions. Pour le moment le théâtre forum a été utilisé avec toute la communauté. Dans la stratégie du changement des normes sociales les prochaines étapes sont d'organiser le Forum Théâtre avec des groupes des filles et garçons en atelier de préparation/mise en scène pour leur permettre de s'exprimer plus librement. Cette stratégie leur permettra de s'exprimer plus librement, et facilitera la représentation des filles et leur compréhension de leurs rôles en tant que catalyseurs et agents du changement. Outre les théâtres forum, les jeunes filles et les adolescents participent à d'autres groupes homogènes de discussion pour faciliter leur liberté d'expression.</p> <p>L'expansion des chefs religieux qui galvanisent les foules et dont les messages se concentrent sur la perpétuation du mariage des enfants et des MGF en tant que pratique religieuse à observer reste le plus grand défi. Le théâtre forum donne l'opportunité aux leaders religieux de s'exprimer, proposer des alternatives qui contribueront à déconstruire les mythes, rituels et autres croyances religieuses qui prescrivent les VBG.</p>
<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>Pour ce qui est de la communication à travers les théâtre-forums, les messages semblent bien passés. Les évaluations périodiques montreront le niveau des résultats de cette bonne pratique.</p> <p>Le théâtre forum s'est révélé selon les témoignages des différents membres de la communauté comme un moyen pour le public à imaginer, mettre en scène, et tester leurs stratégies dans un environnement sûr, ludique et sans jugement. L'impact immédiat a été la mise en place et l'opérationnalisation de 305 comités d'alerte et d'éveil villageois et communal dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Ségou. Ces comités d'éveil témoignent une appropriation et une prise de conscience collective et graduelle pour prévenir et prendre en charge (référencement) des cas de risques de mariages précoces ou unions forcées et de cas de complications des grossesses résultant des MGF et des mariages d'enfants. La constitution de ces comités d'éveil démontre l'adhésion des communautés, l'appropriation collective et une implication active dans la prévention des VBG et la prise en charge des survivantes spécialement les mariages d'enfants et les MGF. Ces comités d'éveil se sont interposés pour sensibiliser les parents et prévenir 3 cas mariages d'enfants, requérir la rescolarisation de 4 filles en rupture scolaire, et de prendre en charge 7 cas de grossesses à risque dû au mariage précoce.</p> <p>Les représentations de théâtre forum dans 405 villages/quartiers des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et du District de Bamako, suivi des dialogues éducatifs sur les violences basées sur le genre, particulièrement les mariages d'enfants et les MGF ont facilité la sensibilisation de 483.658 personnes dont 393.639 femmes.</p>

<p>Adaptable (Optional) In what ways can this practice be adapted for future use?</p>	<p>Le théâtre forum est fondé sur l'idée que chaque être humain peut agir et penser avec tout son corps, il utilise des jeux, des exercices théâtraux et la mise en scène de conflits non résolus pour explorer des stratégies de transformation des conflits. Sur la base de ce principe il sera utilisé davantage en impliquant les adolescents et jeunes, pour leur permettre de chercher leurs propres moyens de transformer leur situation d'oppression liés aux VBG, mariage d'enfant et MGF, sans que des solutions soient imposées.</p> <p>Il sera utilisé davantage avec les filles adolescentes qui souffrent à cause des pratiques néfastes et sont les mieux placées pour changer cette situation. La mise en scène sera utilisée comme un espace sûr où les adolescentes/ jeunes femmes et hommes mettront en pratique leurs idées de changement. Le public pourra réfléchir aux conséquences voulues et non voulues de chaque action.</p>
<p>Replicable/Scale-Up (Optional) What are the possibilities of extending this practice more widely?</p>	<p>L'implication des jeunes et des adolescents à la fois comme acteurs ou comédiens et spectateurs des théâtres forum renforcera leur participation et leur engagement. Ainsi les adolescents et les jeunes renforcent leurs capacités à dialoguer avec les anciennes générations sur certains tabous et l'établissement d'une nouvelle gouvernance sociale qui lutte contre les VBG.</p> <p>L'amplification de l'échelle et de la portée des dialogues sociaux et dialogues intergénérationnels constitue la pierre angulaire de la sensibilisation, de l'engagement communautaire pour adopter des comportements et attitudes favorisant l'abandon de la violence sexiste, en particulier le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines.</p>
<p>Sustainable What is needed to make the practice sustainable?</p>	<p>Les théâtres-forums également peuvent être validés comme un moyen de communication assez adapté pour les communautés</p> <p>Les théâtres forum possèdent de fortes capacités de mobilisation sociale et d'exhortation aux dialogues communautaires. Les théâtres forum et dialogues sociaux contribuent à poser des jalons pour renforcer une dynamique de bas en haut, grâce à une forte confluence entre les collectivités locales, la société civile, les différents services techniques ministériels, les élus locaux, régionaux et nationaux fonctionnaires. Cette dynamique de bas vers le haut, à travers le faisceau d'acteurs, renforce la durabilité des interventions transformatrices de genre et des normes au niveau communautaire.</p> <p>Durablement, les théâtres forum contribuent à promouvoir le changement des normes sociales et une opinion publique favorable à l'adoption d'un cadre législatif protecteur et pénalisant les incidents des VBG.</p> <p>Une opinion publique positive, résultant des interventions de mobilisation sociale, est durable dans la mesure où elle encourage l'appropriation et prépare différentes couches de la société à internaliser certains types d'attitudes et de comportements, à adopter une politique et des citoyens respectueux de la loi sanctionnant les VBG.</p>
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	<p>Des témoignages ont été récoltés après chaque session de théâtre forum qui montrent l'appréciation des différents membres de la communauté :</p> <p>Chef de quartier de Fadjioula déclare : « le théâtre forum est une œuvre de construction du pays ; une action de développement, qui tout en créant la population, pose les jalons de transformation des normes sociales. Nous leaders communautaires, avons besoin de ce soutien communautaire pour consolider nos actions ».</p> <p>Femme leader Bankoni insiste que : « les questions relatives à l'excision ne sont plus taboues dans notre société. Cette sensibilisation, à travers ce théâtre forum, nous a permis de comprendre que les conséquences sur la santé de la reproduction sont réelles et que le fondement religieux n'est pas vérifié. L'importance de la scolarisation des filles est une évidence de nos jours. Les mentalités des communautés doivent changer avec ces actions de sensibilisation qui doivent être multipliées ».</p> <p>Une étudiante, du village de Barakolombougou, affirme qu'elle n'a pas subi l'excision et qu'elle se porte à merveille. Elle n'a aucun complexe dans la société et elle est bien soutenue par ses parents pour poursuivre ses études. Elle invite les autres parents à mettre fin à la pratique de l'excision et soutenir les filles dans la poursuite de leurs études.</p> <p>Le représentant du chef de village de Tiembougou déclare que : « les conséquences de l'excision et du mariage d'enfants telles que citées dans le théâtre et bien expliquées par l'agent de santé sont bien réelles et nombreuses dans notre village. Je suis témoin de plusieurs victimes parmi lesquelles une de mes filles. Il faut noter la pertinence de l'excision comme vecteur de la transmission des maladies comme étant une conséquence désastreuse. Ainsi nous devons prendre conscience de cette réalité et adopter un changement de comportement pour le bien-être de nos femmes, sœurs et filles ».</p> <p>La déclaration faite par l'Elu de Korofina renforce l'importance des dialogues sociaux sur les questions de MGF, mariages d'enfants et VBG : « Les pratiques qui portent préjudice aux droits humains doivent être bannies de notre société. En tant que Elu, nous devons investir nos efforts pour bannir ces pratiques néfastes et promouvoir le bien-être familial. Le message de cette pièce est compréhensible et la langue appropriée. Je compte sur les personnes présentes et surtout les adolescent(e)s à se joindre à nous comme des acteurs de changement ».</p> <p>Maire Banconi : « la présence des responsables locaux que nous sommes : maires, conseillers, chefs de quartiers, RECOTRADE, leaders religieux, leaders femmes, coordination des jeunes, témoigne de notre engagement à accompagner les actions de promotion de l'abandon des MGF, mariages d'enfants, viols et autres violences. Nous apprécions le théâtre forum qui est une approche ludoéducative qui correspond à notre valeur sociétale et à notre culture car elle ne nous choque pas et elle est appréciée de tous ».</p>

<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the promising or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos</p>	<p>Les Théâtres forum ne sont pas forcément une nouvelle approche dans la communication au niveau communautaire. Toutefois le programme Spotlight analysera son niveau d'adaptation pour la transmission de message sur les sujets considérés comme tabou tels que les VBG.</p> <p>Les personnes contact pour cette bonne pratique sont : Aminata Dicko Sangaré : adsangare@unicef.org; Irene Turner: iturner@unicef.org ; Daniela Luciani : dluciani@unicef.org</p>
<p>Title of the Promising or Good Practice</p>	<p>Rapprocher les One Stop Centers des communautés</p>
<p>Provide a description of the promising or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)</p>	<p>Une note synthétique sur les bonnes pratiques adoptées durant l'année 2019 dans le cadre de la mise en œuvre du programme, souligne le point suivant : Comment approcher davantage les One Stop Centers des populations/localités les plus pertinentes : la bonne pratique à ce niveau est qu'au lieu de se soucier de la seule disponibilité des ressources pouvant permettre l'installation des ONE STOP Centers, le programme Spotlight Initiative a plutôt procédé à une combinaison de critères incluant la prévalence des VBG dans les zones et ensuite décidé de réunir les moyens nécessaires à leur installation. Cette démarche, bien que difficile, permettra de ne pas implanter les unités dans des localités où elles ne seront pas très utiles.</p>
<p>Objective of the practice: What were the goals of the activity?</p>	<p>Les objectifs assignés aux bonnes pratiques mentionnées ci-dessus sont nombreux. Cependant le principal qui peut être évoqué sont : Eviter l'installation anarchique des One Stop Centers dans des localités où ils ne sont pas nécessaires</p>
<p>Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.</p>	<p>Les bénéficiaires de ces bonnes pratiques sont de deux types :</p> <p>Les acteurs intervenant dans la prise en charge : il s'agit ici des ONG intervenant dans la prise en charge des survivantes de VBG, qui disposent désormais de référentiel pour la prise en charge. Autrefois, chaque structure évoluait sans standard et chacun faisait la prise en charge selon sa compréhension.</p> <p>Les survivantes de VBG : Elles constituent également les bénéficiaires indirectes, car elles auront en face un corps plus professionnalisé pour leur prise en charge</p> <p>Les OSC/partenaires : l'étude qui est conduite pour mieux comprendre les questions de VBG/pratiques néfastes avant toutes réponses dans la zone d'intervention de Spotlight, servira également aux autres parties prenantes.</p>
<p>What makes this a promising or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this a promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>L'élément qui fait que cette pratique est considérée comme bonne pratique est le suivant :</p> <p>Installation des One Stop Center : En réalité, compte tenu de certaines contraintes (manque de locaux, d'expertise au niveau local, etc.) la plupart des unités de prise en charge installées, se trouvaient au niveau des chefs-lieux de région car toutes l'expertise (agent de sante/police/psychologue) et la logistique étaient concentrées à ce niveau (pas au niveau local). Alors Spotlight est entrain de concevoir une approche qui permettra de déconcentrer l'offre de service (locaux et protocole de prise en charge utilisable partout. Une autre nouveauté dans l'approche est de s'assurer que les survivantes ne soient pas obligées de quitter le centre pour d'autres services mais d'avoir tous les recours possibles dans un centre.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Comment réunir le minimum nécessaire, en termes d'équipement et de personnel au niveau local sont autant de challenges auxquels l'on aura à faire face. Cependant des réflexions sont en cours pour établir un lien permanent entre les One Stop Center des zones urbaines avec les zones dépourvues</p>
<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>Ces One Stop décentralisés n'ont pas encore été opérationnels cette première année du projet afin voir les résultats de cette délocalisation dans plusieurs zones. Cependant, les débuts sont assez prometteurs.</p>
<p>Adaptable (Optional) In what ways can this practice be adapted for future use?</p>	<p>Cette approche pourrait dans le futur, être améliorée afin d'aller dans des niveaux plus déconcentrés que le niveau cercle</p>
<p>Replicable/Scale-Up (Optional) What are the possibilities of extending this practice more widely?</p>	<p>Plusieurs Organisations de la société civile intervenant dans la prise en charge des survivantes de VBG au niveau local pourront adopter l'approche et l'adapter à leur contexte.</p>

Sustainable What is needed to make the practice sustainable?	Afin de rendre la pratique durable, il faudra que les communautés au niveau local soient incitées à dénoncer et rapporter les cas de VBG vers ces unités locales de prise en charge
Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?	La délocalisation des One Stop center vers d'autres localités autres que les chefs-lieux de région, est aujourd'hui un besoin exprimé par l'ensemble des acteurs de prise en charge.
Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the promising or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos	Au total le Mali prévoit de mettre en place 10 One Stop Centres ; l'équipe de mise en œuvre prévoit de tirer le maximum de leçon dans l'approche choisie et les innovations faites. La personne contact pour cette bonne pratique est : Nana Mouneissa Faye Toure : ftoure@unfpa.org

Title of the Promising or Good Practice	Accroître la compétence des acteurs de prise en charge grâce à un protocole et au manuel de formation
Provide a description of the promising or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	Une note synthétique sur les bonnes pratiques adoptées durant l'année 2019 dans le cadre de la mise en œuvre du programme, souligne le point suivant : Comment adopter une Stratégie qui puisse améliorer la qualité de la prise en charge : comparé aux approches classiques de prise en charge, comme bonne pratique, le programme Spotlight a développé un protocole de prise en charge et un manuel de formation des prestataires, qui vont accompagner le processus de prise en charge des survivantes. Cela est une nouveauté en soi.
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	Les objectifs assignés aux bonnes pratiques mentionnées ci-dessus sont nombreux. Cependant les principaux qui peuvent être évoqués sont : Résoudre le manque de manuel dans ce domaine laissant place à des formations de prestataires de faible qualité Accroître la qualité de la prise en charge des survivantes grâce à l'existence d'un protocole de prise en charge
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	Les bénéficiaires de ces bonnes pratiques sont de deux types : Les acteurs intervenant dans la prise en charge : il s'agit ici des ONG intervenant dans la prise en charge des survivantes de VBG, qui disposent désormais de référentiel pour la prise en charge. Autrefois, chaque structure évoluait sans standard et chacun faisait la prise en charge selon sa compréhension. Les survivantes de VBG : Elles constituent également les bénéficiaires indirectes, car elles auront en face un corps plus professionnalisé pour leur prise en charge. Les OSC/partenaires : l'étude qui est conduite pour mieux comprendre les questions de VBG/pratiques néfastes avant toutes réponses dans la zone d'intervention de Spotlight, servira également aux autres parties prenantes.
What makes this a promising or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this a promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.	Ceci constitue une bonne pratique en soi car la réponse habituelle fourni par les acteurs de prise en charge de VBG n'était cadrée par aucune référence. Alors, que le programme Spotlight ayant initié le protocole de prise en charge
What challenges were encountered and how were they overcome?	Challenge relatif au protocole de prise en charge : Vu que plusieurs structures avaient des approches différentes, alors quelle approche à considérer comme étant la bonne approche ? Telle était la question. Pour répondre à cela, un protocole de prise en charge a été élaboré et validé par l'ensemble des parties prenantes.

Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?	Les résultats sont très encourageants car les locaux sont adaptés et l'offre de service semble être plus proche et désormais un consensus existe autour de la prise en charge grâce au protocole.
Adaptable (Optional) In what ways can this practice be adapted for future use?	Tous les acteurs de prise en charge ont apprécié l'approche et peuvent l'utiliser pour des interventions futures.
Replicable/Scale-Up (Optional) What are the possibilities of extending this practice more widely?	Le Manuel de formation sur la prise en charge, le protocole de prise en charge ainsi que l'étude qualitative sur les VBG, sont des documents standards qui sont désormais disponibles pour être utilisés en tout temps et en tout lieu, lorsqu'il s'agira de VBG, pratiques néfastes et santé de reproduction.
Sustainable What is needed to make the practice sustainable?	Ce document demeure pour toujours, le cadre de référence pour l'ensemble des acteurs intervenant dans la prise en charge, car ils ont contribué à son élaboration et sa validation.
Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?	L'accompagnement des unités holistiques de protocole de prise en charge ainsi que le manuel de formation sont une approche adoptée et les documents ont été validés par l'ensemble des parties prenantes.
Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the promising or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos	La personne contact pour cette bonne pratique est : Nana Mouneissa Faye Toure : ftoure@unfpa.org

Title of the Promising or Good Practice	Comprendre les facteurs sociologiques des VBG avant afin de maximiser les interventions
Provide a description of the promising or good practice. What pillars/principles of the Spotlight Initiative does it address? (When did the activity begin? When will it be completed or is it ongoing?)	Une note synthétique sur les bonnes pratiques adoptées durant l'année 2019 dans le cadre de la mise en œuvre du programme, souligne le point suivant : Comprendre les motifs profonds des VBG et pratiques néfastes avant de formuler une réponse pour les adresser : Contrairement à la méthode classique d'intervention sur les VBG, le programme Spotlight a entrepris une analyse qualitative des VBG et pratiques néfastes qui a orienté l'équipe dans la formulation des réponses. Mieux qu'une étude de base, cette analyse qualitative avait une dimension sociologique assez importante (facteur expliquant les mariages précoces, les VBG, etc.).
Objective of the practice: What were the goals of the activity?	Les objectifs assignés aux bonnes pratiques mentionnées ci-dessus sont nombreux. Cependant le principal qui peut être évoqué est : Avoir une réponse bien adaptée à la problématique de VBG/Pratiques néfastes grâce à une étude sociologique fournissant des connaissances solides/qualitatives sur la question.
Stakeholders involved: Who are the beneficiaries or target group of the practice? Describe how all relevant stakeholders were engaged.	Les bénéficiaires de ces bonnes pratiques sont : Les acteurs intervenant dans la prise en charge : il s'agit ici des ONG intervenant dans la prise en charge des survivantes de VBG, qui disposent désormais de référentiel pour la prise en charge. Autrefois, chaque structure évoluait sans standard et chacun faisait la prise en charge selon sa compréhension. Les survivantes de VBG : Elles constituent également les bénéficiaires indirectes, car elles auront en face un corps plus professionnalisé pour leur prise en charge Les OSC/partenaires : l'étude qui est conduite pour mieux comprendre les questions de VBG/pratiques néfastes avant toutes réponses dans la zone d'intervention de Spotlight, servira également aux autres parties prenantes.

<p>What makes this a promising or good practice? Identify distinguishing feature(s) that make this a promising or a good practice in the efforts to EVAWG and/or in the context of the UNDS reform.</p>	<p>L'élément qui fait que cette pratique est considérée comme bonne pratique est le suivant : La conduite d'études sociologiques avant l'intervention : Au-delà des Baseline classiques, qui restent très générales, conduire une étude visant à mieux comprendre la problématique des VBG est une approche nouvelle.</p>
<p>What challenges were encountered and how were they overcome?</p>	<p>Pour des études relatives aux VBG et Pratiques néfastes, les défis portent généralement sur la sincérité des personnes. Alors une méthode plus professionnelle a été utilisée afin d'éliminer les biais de réponses/collecte.</p>
<p>Outputs and Impact: What have been the results thus far? Do they contribute to long-term impact?</p>	<p>Les résultats c'est l'accroissement du niveau de connaissance de l'équipe de mise en œuvre sur les communauté et zones d'intervention.</p>
<p>Adaptable (Optional) In what ways can this practice be adapted for future use?</p>	<p>Pour ce qui est de l'étude sur les VBG/Pratiques néfastes, elle doit permettre à l'ensemble des acteurs de mieux cerner les facteurs sociologiques sur lesquels il faut jouer pour avoir l'adhésion des communautés sur les questions de VBG.</p>
<p>Replicable/Scale-Up (Optional) What are the possibilities of extending this practice more widely?</p>	<p>L'étude pourra être partagée avec d'autres acteurs intervenant sur les questions de VBG. Aussi d'autre acteurs pourraient entreprendre des activités de recherche similaire afin de mieux comprendre les résistances aux questions de VBG dans leurs Zones.</p>
<p>Sustainable What is needed to make the practice sustainable?</p>	<p>Ce document demeure pour toujours, le cadre de référence pour l'ensemble des acteurs intervenant dans la prise en charge, car ils ont contribué à son élaboration et validation.</p>
<p>Validated (for a good practice only): Has the practice been validated? Is there confirmation from beneficiaries/users that the practice properly addressed their needs and is there expert validation?</p>	<p>Il s'agit d'une étude au niveau local dont le rapport a été validé par toutes les parties prenantes.</p>
<p>Additional details and contact information: Are there any other details that are important to know about the promising or good practice? Please provide contact details of a focal person for this practice as well as any additional materials including photos/videos</p>	<p>Les personnes contact pour cette bonne pratique sont : Aminata Dicko Sangaré : adsangare@unicef.org; Irene Turner : iturner@unicef.org ; Daniela Luciani : dluciani@unicef.org</p>



**Spotlight
Initiative**

